



Rapport Annuel

Exercice clos le 31/03/2013



INVENTORISTE est le spécialiste de l'externalisation d'inventaires dans tous les secteurs de la distribution (hypermarchés, supermarchés, bricolage, textile, parfumerie, bijouterie, sport, jardinerie, culture, loisirs et logistique). Le groupe possède des filiales en France, Espagne, Italie, Belgique, Pologne, Allemagne, Pays-Bas, Suisse et Autriche, une agence au Portugal ainsi qu'une franchise au Maroc. Le groupe est l'un des leaders européens de la gestion d'inventaires et ses filiales délivrent leurs services dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne, ainsi qu'en Russie et en Turquie. Le groupe est par ailleurs implanté au Brésil depuis mai 2013. Le groupe IVALIS est constitué de la holding INVENTORISTE SA et de ses filiales en Europe qui portent toutes le nom d'IVALIS.

ALIVT
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

Sommaire

1. Personnes responsables	Page 7		
1.1. Personne responsable du rapport annuel	Page 7		
1.2. Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport annuel	Page 7		
2. Contrôleurs légaux des comptes	Page 8		
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	Page 8		
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	Page 8		
2.3. Montant des honoraires des commissaires aux comptes	Page 8		
3. Informations financières sélectionnées	Page 9		
3.1. Evolution du chiffre d'affaires	Page 9		
3.2. Informations financières historiques	Page 9		
4. Facteurs de risques	Page 11		
4.1. Risques clients	Page 11		
4.2. Risques fournisseurs	Page 11		
4.3. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement économique	Page 11		
4.4. Risques liés à la concurrence	Page 11		
4.5. Risques liés aux évolutions technologiques	Page 12		
4.6. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés	Page 12		
4.7. Risques sociaux	Page 12		
4.8. Risques juridiques	Page 12		
4.9. Risques financiers	Page 13		
4.10. Risques liés aux acquisitions potentielles	Page 13		
4.11. Risques environnementaux	Page 13		
4.12. Risques liés aux cas de force majeure	Page 13		
4.13. Faits exceptionnels et litiges	Page 13		
5. Informations concernant la société	Page 14		
5.1. Historique	Page 14		
5.2. Investissements	Page 15		
6. Aperçu des activités	Page 16		
6.1. Détection des besoins d'inventaires du client	Page 17		
6.2. Préparation de l'inventaire	Page 17		
6.3. Facturation des inventaires	Page 18		
6.4. Nombre annuel d'inventaires réalisés par le groupe	Page 18		
6.5. Typologie des inventaires réalisés par le groupe	Page 19		
6.6. Clients	Page 19		
6.7. Politique d'achat et gestion des fournisseurs	Page 20		
6.8. Marché et concurrence	Page 20		
7. Organigramme	Page 22		
7.1. Organigramme juridique au 31/03/2013	Page 22		
7.2. Périmètre de consolidation	Page 22		
8. Propriété immobilières, usines et équipements	Page 23		
8.1. Liste des implantations	Page 23		
8.2. Questions environnementales	Page 24		
9. Examen de la situation financière	Page 25		
9.1. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2013	Page 25		
9.2. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2011	Page 26		
9.3. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2010	Page 27		
10. Trésorerie et capitaux	Page 28		
10.1. Capitaux propres consolidés au 31/03/2013	Page 28		
10.2. Flux de trésorerie consolidés	Page 28		
10.3. Emprunts et dettes financières	Page 29		
10.4. Conditions d'emprunt	Page 29		
10.5. Restrictions à l'utilisation des capitaux	Page 29		
10.6. Sources de financement attendues	Page 29		
11. R&D, brevets, licences	Page 30		
11.1. Marques et brevets	Page 30		
11.2. Recherche et développement	Page 30		
12. Informations sur les tendances	Page 31		
12.1. Perspectives 2013/14	Page 31		
12.2. Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2013/14	Page 31		
13. Prévisions et estimations du bénéfice	Page 32		
14. Organes d'administration et direction générale	Page 33		
14.1. Composition du conseil d'administration au 31/03/2013	Page 33		
14.2. Autres mandats sociaux des administrateurs	Page 33		
14.3. Jetons de présence	Page 34		
14.4. Gouvernement d'entreprise	Page 34		
15. Rémunérations et avantages	Page 35		
15.1. Rémunération des mandataires sociaux	Page 35		
15.2. Rémunération de l'équipe de direction	Page 35		
15.3. Engagements de retraite et assimilés	Page 35		
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	Page 36		
16.1. Conseil d'administration (article 15 des statuts)	Page 36		
16.2. Actions des administrateurs (article 16 des statuts)	Page 36		
16.3. Bureau du conseil (article 17 des statuts)	Page 36		
16.4. Délibérations du conseil (article 18 des statuts)	Page 37		
16.5. Pouvoirs du conseil d'administration (article 19 des statuts)	Page 37		
16.6. Rémunération des administrateurs et des membres de la direction générale	Page 38		
16.7. Equipe de direction du groupe	Page 38		
16.8. Mode d'exercice de la direction générale	Page 39		
17. Salariés	Page 40		
17.1. Effectifs et recrutement	Page 40		
17.2. Participation et stocks options	Page 41		
17.3. Participation des salariés au capital d'INVENTORISTE	Page 41		
18. Principaux actionnaires	Page 42		
18.1. Capital social	Page 42		
18.2. Capital autorisé non émis	Page 42		
18.3. Capital potentiel	Page 43		
18.4. Autres titres donnant accès au capital	Page 43		
18.5. Emprunt obligataire	Page 43		
18.6. Pacte d'actionnaires	Page 43		
18.7. Franchissements de seuil	Page 43		
18.8. Nantissement	Page 43		
18.9. Rachat par la société de ses propres actions	Page 43		
18.10. Evolution du capital d'INVENTORISTE depuis sa création	Page 44		
18.11. Répartition du capital au 31/03/2013	Page 44		
18.12. Répartition du capital et des droits de vote au 31/03/2013	Page 45		
18.13. Modifications intervenues dans la répartition du capital depuis le 1/04/2013	Page 45		
18.14. Marché des titres de la société	Page 45		
18.15. Activité boursière en 2012	Page 45		
18.16. Activité boursière en 2013	Page 45		
18.17. Graphe boursier depuis le 1/01/2012	Page 47		
18.18. Apporteur de liquidité	Page 47		
18.19. Etablissement bancaire chargé du service financier	Page 47		
18.20. Participation des salariés	Page 47		
18.21. Intéressement du personnel	Page 48		
18.21. Dividendes	Page 48		
19. Opérations avec des apparentés	Page 49		
19.1. Intérêts des dirigeants	Page 49		
19.2. Prêts et garanties accordés en faveur des organes d'administration et de direction	Page 49		
19.3. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale non autorisées préalablement	Page 49		
19.4. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale modifiées au cours de l'exercice écoulé	Page 52		
19.5. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice écoulé	Page 53		
19.6. Rapport spécial des CAC sur les conventions réglementées	Page 54		
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats	Page 55		
Comptes consolidés de l'exercice clos le 31/03/2013	Page 56		
Comptes sociaux INVENTORISTE SA pour l'exercice clos le 31/03/2013	Page 77		
21. Informations complémentaires	Page 100		
21.1. Dénomination sociale	Page 100		
21.2. Siège social	Page 100		
21.3. Forme juridique	Page 100		
21.4. Nationalité	Page 100		
21.5. Date de création	Page 100		
21.6. Durée	Page 100		
21.7. Exercice social	Page 100		
21.8. Objet social (article 2 des statuts)	Page 101		
21.9. Registre du commerce et des sociétés	Page 101		
21.10. Code NAF	Page 101		
21.11. Consultation des documents sociaux	Page 101		
21.12. Assemblées générales (articles 24 à 31 des statuts)	Page 101		
21.13. Dividendes (articles 35 et 36 des statuts)	Page 104		
21.14. Forme des actions (article 11 des statuts)	Page 104		
21.15. Cession et transmission des actions (article 12 des statuts)	Page 105		
21.16. Droits et obligations attachés aux actions (article 13 des statuts)	Page 105		
21.17. Titres au porteur identifiable	Page 105		
22. Contrats importants	Page 106		
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	Page 107		
24. Documents accessibles au public	Page 108		
24.1. Documents accessibles au public	Page 108		
24.2. Communiqués publiés depuis le 1/01/2012	Page 108		
24.3. Calendrier prévisionnel de communication	Page 109		
25. Informations sur les participations	Page 110		
26. Assemblée Générale Mixte du 27/09/2013	Page 111		
26.1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31/03/2013	Page 111		
26.2. Texte des résolutions	Page 121		



Mot du Président



Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe IVALIS sur les 15 mois de l'exercice 2012/13, clos le 31 mars 2013, s'élève à 39,4 M€, à comparer avec 32,8 M€ pour l'exercice 2011. Après un 1^{er} semestre 2012 difficile, lié à un environnement de marché tendu et à des reports de campagnes d'inventaires chez certains clients, le groupe a renoué avec la croissance au 2nd semestre 2012 : IVALIS a en effet gagné de nouveaux clients, dont plusieurs contrats pluriannuels conclus pour certains à une échelle européenne. L'investissement consenti ces dernières années, notamment dans les fonctions commerciales et de production, a porté ses fruits en fin d'année 2012 et devrait continuer de le faire en 2013.

Au cours de l'exercice, **IVALIS a porté à 17 le nombre de ses agences en France et a complété sa couverture européenne** par de nouvelles agences en Allemagne, en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas.

Le déploiement des scanners wifi, représentant pour le groupe un investissement de 1,8 M€, associé à une amélioration des process et à la formation des équipes, permet progressivement au groupe d'améliorer sa productivité et de compenser ainsi les baisses de prix accordées à certains clients. Le déploiement de ces scanners dans l'ensemble des filiales du groupe a constitué l'investissement majeur de l'exercice.

IVALIS a procédé en juin 2013 à l'acquisition du groupe allemand SIGMA, plus important prestataire indépendant de l'externalisation d'inventaires en Allemagne et en Suisse avec 250 collaborateurs permanents. Fort de 4 agences en Allemagne, d'une agence en Autriche et d'une agence en Suisse, SIGMA a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ pour un EBIDTA de 1,7 M€ et une trésorerie nette positive. **Avec cette acquisition, IVALIS réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 50 M€ et se positionne désormais comme leader du marché en Europe occidentale.**

L'internationalisation du groupe se poursuit par ailleurs avec la création, en juin 2013, d'une filiale au Brésil afin d'accompagner les acteurs majeurs de la distribution.

Pour poursuivre le développement du groupe, notamment à l'international, il est proposé lors de l'assemblée de ne pas verser de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice 2012/13 et de se consacrer à la création de nouvelles filiales, dans et en dehors du territoire européen. L'assemblée générale devra par ailleurs se prononcer sur une harmonisation des différentes entités du groupe sous la dénomination unique d'IVALIS.

Merci pour votre confiance.

Frédéric MARCHAL
Président Directeur Général



Clé N°1

Le savoir-faire d'un expert

Avec 10 000 inventaires réalisés chaque année, **le groupe Ivalis est une référence incontournable du marché**. Choisir Ivalis pour ses inventaires, c'est faire le choix de l'expertise, de l'efficacité et de la simplicité. Un savoir-faire, acquis depuis plus de 20 ans, dans tous les secteurs de la distribution.



5 BÉNÉFICES IMMÉDIATS



- 1 Pas de baisse de CA liée à la fermeture de vos magasins.
- 2 Vos équipes se concentrent sur leur métier premier : le commerce.
- 3 La garantie d'une photographie rigoureuse et impartiale de vos stocks.
- 4 Des pratiques homogènes entre tous les points de vente.
- 5 Une exploitation immédiate de vos résultats.

Clé N°2

Des outils et des hommes



Un réseau de 18 agences sur tout le territoire français, des équipes locales qui connaissent parfaitement les spécificités régionales. Et un point commun à tous nos collaborateurs: **le dynamisme et le professionnalisme.**



Pour **vous garantir une fiabilité et une efficacité maximales**, nos équipes s'appuient sur un matériel simple, moderne et très performant:

- | Douchettes wifi, dernière génération, avec réseau indépendant
- | Logiciel PCC, développé par Ivalis
- | Contrôles intelligents, adaptés à chaque environnement
- | Équipe informatique basée en France





Clé N°3

Des engagements clairs




	Proposition de planning en moins de 72h		Respect total du cadre légal
	Absence d'annulation		Maîtrise de la durée d'inventaire
	Hotline informatique		Transparence des contrôles
	Prévisite ou appel avant chaque inventaire		Mesure de la satisfaction client pour chaque site inventorié
	Engagement ferme sur le dimensionnement des équipes		Debriefing post inventaire systématique

PARIS · MILAN · MADRID · LISBONNE · BRUXELLES · AMSTERDAM · DÜSSELDORF · VARSOVIE



www.ivalis.fr

1, Rond Point Laurent Schwartz – 78310 MAUREPAS – FRANCE
Tél.: +33 1.30.49.41.29 – commercial@ivalis.fr

Com
Next

1. Personnes Responsables

1.1. Personne responsable du Rapport Annuel

Frédéric MARCHAL
Président Directeur Général
INVENTORISTE
1, Rond Point Laurent Schwartz
78310 Maurepas
Téléphone : 01 30 49 22 88
frederic.marchal@ivalisgroup.com

1.2. Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport annuel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, inclus dans le présent rapport, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Les états financiers 2010 sont des comptes combinés qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes. Seuls les comptes sociaux ont fait l'objet d'un rapport, qui contient l'observation technique suivante : Les notes "participations", "autres titres immobilisés", "valeurs mobilières de placement" et "informations complémentaires" exposent les principes et modalités retenues pour la comptabilisation et l'évaluation des titres de participation".

Les états financiers 2011 sont des comptes consolidés établis en application du règlement CRC 99-02. Ils ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient l'observation technique suivante : Les notes "regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions" et "amortissement de l'écart d'acquisition" de l'annexe précisent les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 1 129 K€ au 31/12/2011.

Les états financiers 2012/13 sont des comptes consolidés établis en application du règlement CRC 99-02. Ils ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient l'observation technique suivante : La note "regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions" de l'annexe précise les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 894 K€ au 31/03/2013.

Frédéric MARCHAL
Président Directeur Général
Maurepas, le 12 septembre 2013

2. Contrôleurs légaux des comptes

2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- La **Sarl PRÉJEAN AUDIT ET CONSEIL**, dont le siège est situé 30, avenue de Messine - 75008 Paris, nommée le 27 juin 2008 en remplacement de Monsieur Bernard DEVIRGILLE - 165, rue de Paris - 94240 Charenton le Pont (nommé le 19 mars 1991 et renouvelé le 6 mai 2003), pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Son mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2009 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014/15.
- Le **Cabinet MAZARS**, dont le siège est situé Tour Exaltis - 61, rue Henri Regnault - 92400 Courbevoie, nommé le 25 juin 2010 en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015/16.

2.2. Commissaires aux comptes suppléants

- Monsieur **Johan AUDRY**, domicilié 39, chemin des Peupliers - 69570 Dardilly, nommé le 27 juin 2008 en remplacement de Madame Chantal NELLE - 23 bis, rue de Flore - 94140 Alfortville (nommée le 6 mai 2003), pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Son mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2009 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014/15.
- Monsieur **Jérôme de PASTORS**, domicilié 7, rue Gambetta - 95300 Pontoise nommé le 25 juin 2010 en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015/16.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de 6 exercices. Aucun mandat n'est arrivé à échéance au cours de l'exercice 2012/13. Aucun contrôleur légal n'a démissionné, n'a été écarté ou n'a pas été renouvelé au cours des 3 derniers exercices.

2.3. Montant des honoraires des commissaires aux comptes

	PREJEAN AUDIT ET CONSEIL <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>						Cabinet MAZARS <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>					
	2012/13		2011		2010		2012/13		2011		2010	
	En €	En %	En €	En %	En €	En %	En €	En %	En €	En %	En €	En %
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :												
• De la société-mère KAMINO	5 640	50%	8 910	50%	7 410	50%	5 670	50%	8 910	50%	7 410	50%
• De la société INVENTORISTE SA	14 040	50%	14 310	47%	12 420	50%	13 905	50%	15 998	53%	12 420	50%
• Des filiales intégrées globalement	11 640	28%	7 020	23%	9 410	30%	29 600	72%	23 180	77%	22 410	70%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	-	-	1 500	50%	-	-	-	-	1 500	50%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	31 320	39%	30 240	39%	30 740	41%	49 175	61%	48 088	61%	43 740	59%

3. Informations financières sélectionnées

3.1. Evolution du chiffre d'affaires

Non audité - En K€	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
1 ^{er} trimestre	6 175	6 997	4 902
2 ^{ème} trimestre	6 244	7 213	5 502
3 ^{ème} trimestre	4 351	5 036	3 869
4 ^{ème} trimestre	14 368	13 584	11 772
Total au 31 décembre	31 138	32 830	26 045
5 ^{ème} trimestre	8 275	-	-
Total exercice	39 413	32 830	26 045

Le chiffre d'affaire réalisé par le groupe IVALIS pour l'exercice 2012/13 (d'une période exceptionnelle de 15 mois due à un changement de date de clôture) s'élève à 39,4 M€. Au 5^{ème} trimestre de l'exercice 2012/13 (période du 1^{er} janvier au 31 mars 2013), IVALIS a enregistré un chiffre d'affaires de 8,3 M€, à comparer à 6,2 M€ pour le 1^{er} trimestre 2012, soit une progression de 33%.

Après un début d'année en léger retrait, lié à un environnement de marché tendu et à des reports de campagnes d'inventaires chez certains clients, le groupe a renoué avec la croissance au second semestre 2012 grâce à de nouveaux clients, dont plusieurs contrats pluriannuels à une échelle européenne. Le 5^{ème} trimestre de l'exercice a confirmé cette tendance.

3.2. Informations financières historiques

En K€	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Chiffre d'affaires net	39 413	32 830	26 045
Résultat d'exploitation	813	2 534	1 048
Résultat financier	-91	-7	-14
Résultat courant avant impôt	722	2 527	1 034
Résultat exceptionnel	-101	-14	-73
Impôt sur les sociétés	-131	-1 163	-423
Amortissement des écarts d'acquisition	-235	-188	-188
Résultat net	256	1 163	350
Part des minoritaires	-1	-2	-1
Résultat net part du groupe	254	1 161	349

Dans un contexte économique difficile, où les groupes de distribution ont souffert en Europe du niveau de consommation des ménages et eu tendance à réduire les coûts et les stocks, le groupe IVALIS est parvenu à réaliser une légère croissance de son activité grâce à l'acquisition de nouveaux clients conclus pour certains à une échelle européenne. Afin d'accompagner cette croissance, le groupe a ouvert de nouvelles agences en France (portant le total à 17), en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Comparée à l'exercice 2011, la baisse du résultat d'exploitation s'explique principalement par :

- Les pertes dégagées par IVALIS Deutschland et IVALIS Polska : ces filiales récentes ne disposent pas encore de la taille critique leur permettant de dégager des profits. L'ouverture de ces deux filiales constitue un investissement significatif pour le groupe dont le coût est directement supporté par le compte de résultat.
- L'augmentation significative des dotations aux amortissements liées au déploiement des lecteurs code-barres wifi, acquis par le groupe pour un montant global de 1,8 M€, dans l'ensemble des filiales opérationnelles d'IVALIS. Ces nouveaux lecteurs code-barres, associés à l'amélioration des process et de la formation des équipes, vont permettre au groupe d'augmenter sa productivité. Les premiers résultats de cette amélioration se sont fait sentir au cours de la seconde partie de l'exercice comptable 2012/13.

L'exercice a également été marqué par l'activation d'IVALIS Technology, filiale qui désormais gère et exploite le système d'information du groupe.

Données comparables sur 12 mois

<i>En K€</i>	1/01/2012 31/03/2013 <i>15 mois</i>	1/04/2012 31/03/2013 <i>12 mois (1)</i>	1/01/2012 31/12/2012 <i>12 mois (1)</i>	1/01/2011 31/12/2011 <i>12 mois</i>
Chiffre d'affaires	39 413	33 239	31 137	32 830
Excédent brut d'exploitation	2 075	2 103	1 787	3 239
Résultat d'exploitation	813	919	1 007	2 534
Résultat net	254	479	296	1 160

(1) Données non auditées

Sur les 12 derniers mois de l'exercice, soit du 1/04/2012 au 31/03/2013, le chiffre d'affaires s'établit à 33,2 M€ et est en légère augmentation par rapport à l'exercice 2011.

4. Facteurs de risques

4.1. Risques clients

Le portefeuille d'IVALIS comptait plus de 300 clients actifs au 31/03/2013.

En 2010, le plus gros client a représenté 17,6% du chiffre d'affaires groupe et les 5 plus gros clients environ 52,2%.

En 2011, le plus gros client a représenté 13,7% du chiffre d'affaires groupe et les 5 plus gros clients environ 40,4%.

Sur l'exercice 2012/13, le plus gros client a représenté 12,8% du chiffre d'affaires groupe et les 5 plus gros clients environ 42,2%.

Aucun client n'a de lien de dépendance avec la société. IVALIS réduit d'année en année sa dépendance vis à vis d'un secteur d'activité donné. Le groupe est très peu sensible à d'éventuels problèmes d'impayés, la clientèle étant essentiellement constituée de grands comptes. Enfin le maillage de plus en plus complet du territoire permet de réduire l'éloignement des clients et donc les frais de transport, les pertes de temps etc.

4.2. Risques fournisseurs

IVALIS compte une trentaine de fournisseurs réguliers, principalement dans les domaines du travail temporaire, de la location de véhicules, de l'organisation des voyages et déplacements, de la fourniture de matériel de bureau et informatique. Aucune relation autre que commerciale n'existant avec ses fournisseurs, la société a la possibilité de changer de fournisseur à tout moment. IVALIS procédant directement au recrutement d'environ 1/3 de ses effectifs temporaires via le site espacejob.com® avant de les réorienter vers une agence d'intérim pour signer les contrats, le risque vis à vis des groupes de travail temporaire est relativement limité.

- Risque de concurrence par les fournisseurs : néant.
- Risque de défaut de la part des fournisseurs : néant.
- Risque lié à des fournisseurs dominants : néant.

4.3. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement économique

De par sa capacité à dépasser les phénomènes conjoncturels, le groupe est en théorie peu exposé au risque de ralentissement économique. Toutefois, dans la mesure où les inventaires sont essentiellement rémunérés au nombre de pièces comptées, une variation sensible des stocks chez les clients pourrait engendrer une variation des facturations. De même, si les clients optaient pour des inventaires partenaire au lieu d'inventaires clé en main, ceci diminuerait d'autant le montant des prestations effectuées par IVALIS. Enfin, dans un contexte où les stocks tourneraient moins, les inventaires intermédiaires de contrôle seraient moins fréquents.

4.4. Risques liés à la concurrence

Quelques grands compétiteurs existent au niveau international (WIS et RGIS). WIS n'est toutefois pas présent en Europe continentale, alors que RGIS est présent en France, Espagne, Italie, Belgique, Allemagne, Hongrie et Pologne au travers de filiales directes. En France, quelques petits acteurs spécialisés interviennent sur le territoire national. En dehors de RGIS, il n'existe pas de concurrents locaux identifiés en Italie. En Espagne, RGIS et NOVASTOCK possèdent des entités juridiques. Certains concurrents français peuvent ponctuellement être amenés à délivrer leurs services dans ces deux pays. Afin de se différencier de ses concurrents, IVALIS a développé en interne des logiciels particulièrement performants (PCC, Windouch...), une méthodologie unique sur le marché (Stock Taking Method®) qui assure aux clients sécurité, exhaustivité et intégrité et enfin une norme qualité HQL.

4.5. Risques liés aux évolutions technologiques

IVALIS possède toutes les compétences internes requises pour mettre à jour sa méthodologie et ses logiciels développés en interne. Les étiquettes RFID (étiquettes intelligentes intégrant une puce électronique permettant d'identifier un objet à distance) sont en phase de test aux Etats-Unis et encore à l'état embryonnaire en France. Cette technologie séduisante ne pourra pas supprimer les inventaires physiques de stock. En effet, lors d'un inventaire, l'existence d'un code valide est vérifiée pour chaque produit. Quelles que soient les technologies d'étiquetages employées, cette vérification manuelle dont dépend la fiabilité de l'inventaire, et donc celle de l'entreprise, est indispensable. De plus, des associations de consommateurs se sont opposées à l'utilisation du RFID. La CNIL, en définissant l'information contenue dans les étiquettes intelligentes comme une information privée, rend très difficile un déploiement à l'échelle du consommateur. Par contre, des tests sont actuellement menés par des enseignes de la distribution afin d'équiper les palettes d'étiquettes RFID pour fiabiliser et optimiser la gestion des flux. La mise en place de cette technologie est donc loin d'être acquise.

4.6. Risques de dépendance vis à vis d'hommes clés

Le développement d'IVALIS ne repose plus sur les épaules du seul PDG, Frédéric MARCHAL. En effet, l'équipe de direction s'est considérablement renforcée au cours des dernières années. L'équipe ainsi mise en place devrait être en mesure de maîtriser la croissance anticipée pour les prochaines années. Si IVALIS venait à perdre un ou plusieurs collaborateurs clés, une grande partie des tâches pourrait être effectuée par un autre collaborateur clé, mais la société ne peut toutefois pas garantir qu'il n'y aurait pour elle aucun impact négatif. A ce jour, aucune assurance "homme-clé" n'a été souscrite.

4.7. Risques sociaux

Le groupe comptait 167 salariés en CDI temps plein au 31/03/2013 et considère ne pas être exposé significativement à des risques sociaux. Aucun jour de grève n'a été constaté au cours des 3 dernières années.

4.8. Risques juridiques

- **Réglementation** : réaliser un inventaire physique au moins 1 fois par an est une obligation réglementaire qu'il semble difficile de remettre en cause dans le contexte actuel de sécurité financière accrue.
- **Obligation de moyens** : la société est soumise à une obligation de moyens et non de résultat. En cas de contestation (ce qui arrive 2 à 3 fois par an), l'inventaire est systématiquement recommencé.
- **Certification** : aucun agrément ou certification n'est nécessaire à IVALIS pour exercer son métier.
- **Propriété intellectuelle** : aucun brevet n'a été déposé. IVALIS ne verse par ailleurs aucune redevance à aucun tiers pour l'exploitation d'un brevet. Les marques INVENTORISTE®, Espacejob®, l'Inventaire Clé en Main®, l'Inventaire Partenaire®, PCC®, STM® et Windouch® et IVALIS® ont été déposées auprès de l'INPI et appartiennent à IVALIS.
- **Assurances** : la société a souscrit une assurance multirisque pour les locaux de Maurepas (contenu 155 K€), les agences en France (contenu 15 K€ par agence) en Espagne (contenu 150 K€) et en Italie (contenu 517 K€), une assurance matériel d'exploitation (lecteurs code barres, ordinateurs portables, imprimantes etc.) pour un montant de 120 K€, une assurance flotte automobile à valeur de remplacement, une assurance transport de matériels et de bagages, ainsi qu'une assurance responsabilité d'exploitation en France, en Espagne et en Italie. Le coût total des assurances a été de 170 187 € en 2012 sur 5 trimestres.

4.9. Risques financiers

- **Risque de change** : minime, seule la filiale polonaise n'étant pas en zone euro et son poids dans l'activité du groupe n'étant pas encore significatif.
- **Risque de taux** : le groupe a souscrit à un emprunt bancaire de 320 K€ en 2011 et à trois emprunts bancaires pour un total de 1731 K€ au cours de l'exercice 2012/13. Le risque de taux est peu significatif dans la mesure où l'emprunt de 320 K€ est à taux fixe et que si les trois emprunts totalisant 1731 K€ ont été souscrits à taux variable, 1 000 K€ ont été convertis à taux fixe par le biais d'un swap de taux. Côté placement, la trésorerie excédentaire est placée dans des instruments monétaires sans risque à taux variable.
- **Risque de liquidité** : peu important, l'essentiel des actifs et passifs de la société étant à très court terme (3 mois maximum).

4.10. Risques liés aux acquisitions potentielles

Dans le cadre de son développement, IVALIS pourrait être amené à procéder à des acquisitions pour diversifier sa clientèle, détenir des compétences nouvelles et/ou bénéficier d'effets de synergies entre les filiales. Ces acquisitions pourraient être susceptibles d'avoir une influence sur l'activité, les résultats, la situation financière et/ou le patrimoine de la société.

4.11. Risques environnementaux

Néant compte tenu de la nature de l'activité de la société.

4.12. Risques liés aux cas de force majeure

IVALIS est soumis aux cas de force majeure (guerres, épidémies, séismes, phénomènes climatiques...) au même titre que les autres agents économiques.

4.13. Faits exceptionnels et litiges

- A la suite de l'acquisition de la société belge CONSULT-IN en décembre 2009, une divergence est née entre IVALIS et l'ancien dirigeant de CONSULT-IN. Le litige repose sur la question du respect des clauses contractuelles permettant la réalisation par le cédant des objectifs financiers devant déclencher les paiements des compléments de prix. Cette divergence a été portée en justice pour arbitrage.
- A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel pouvant avoir ou ayant eu dans les 12 derniers mois une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le patrimoine ou les résultats du groupe IVALIS.

5. Informations concernant la société

5.1. Historique

1991	La société INVENTOR est fondée à Paris par un pharmacien et un étudiant, avec pour vocation de réaliser des inventaires dans les pharmacies d'officine.
1995	La mise au point en interne du logiciel de gestion d'inventaires PCC® permet à INVENTOR de renforcer la fiabilité de son offre et de lancer l'Inventaire Clé en Main®.
1996	Frédéric MARCHAL rejoint INVENTOR en qualité de directeur commercial, afin de diversifier la clientèle et prospecter les grands comptes. INVENTOR devient INVENTORISTE.
1998	INVENTORISTE abandonne son activité avec les pharmacies et se concentre sur les chaînes de distribution textile.
1999	Le lancement de l'Inventaire Partenaire® permet d'associer les compétences techniques (logiciels et matériels) et l'encadrement par INVENTORISTE aux ressources humaines de saisie mises à disposition par le client.
2000	INVENTORISTE pénètre le marché des chaînes de distribution de produits culturels et ouvre des établissements secondaires à Lille, Lyon, Marseille et Rennes.
2002	INVENTORISTE ouvre un établissement secondaire à Bordeaux.
2003	INVENTORISTE enrichit sa clientèle grands comptes et ouvre un établissement secondaire à Strasbourg. Afin de renforcer ses structures, la société recrute un directeur des opérations et un directeur informatique.
2004	<p>Le lancement de la Stock Taking Method® permet à INVENTORISTE de devenir le référent du marché en termes de méthodologie d'inventaires.</p> <p>Le développement du site espacejob.com® (recrutement d'opérateurs via internet) permet d'améliorer la qualité et la productivité tout en diminuant le recours au travail temporaire extérieur.</p> <p>Le 19 mai 2004, INVENTORISTE fait son entrée sur le Marché Libre d'Euronext Paris.</p> <p>L'organisation interne est renforcée en fin d'année par l'arrivée d'un directeur du contrôle de gestion.</p>
2005	En mai 2005, INVENTORISTE crée une filiale en Espagne sous la marque IVALIS, franchissant ainsi une première étape dans un projet de développement à l'international.
2006	<p>Un directeur général délégué est nommé en mars afin d'assister Frédéric MARCHAL et renforcer l'équipe de direction.</p> <p>Après l'Espagne en 2005, INVENTORISTE crée en mai 2006 une filiale en Italie sous la marque IVALIS.</p>
2007	<p>INVENTORISTE poursuit son déploiement géographique, avec l'ouverture de 3 agences en France, de 2 agences en Espagne et d'1 agence au Portugal. L'internalisation se complète par la création d'une filiale en Belgique.</p> <p>Le transfert sur Alternext le 18 juin 2007 a couronné le bilan positif de 3 ans de présence sur le Marché Libre.</p> <p>La création d'INVENTORISTE France – Groupe IVALIS, par apport partiel d'actif en date du 27/12/2007, a filialisé l'activité exercée en France dans une structure constituée à cet effet et a donné à INVENTORISTE le statut de holding et de prestataire de services au profit des différentes filiales du groupe.</p> <p>Pour renforcer la compétitivité du groupe, l'exploitation France est organisée en centres de profit et les structures ont été renforcées en France et dans les filiales.</p>

2008	Démarrage de la filiale IVALIS Belgium avec l'arrivée d'un Country Manager Benelux. Mise en œuvre du projet Corellia (optimisation du système d'information). Début de la mise en place du système VDOC (gestion automatisée de processus pour améliorer le contrôle interne)
2009	Frédéric MARCHAL s'associe le 3 juillet à ACTO CAPITAL, au sein d'une structure baptisée KAMINO, pour accompagner la poursuite et le développement des activités d'INVENTORISTE. Frédéric MARCHAL continue à exercer les fonctions de PDG d'INVENTORISTE. Acquisition en décembre 2009 de 100% du capital de la société belge CONSULT-IN.
2010	Création en février de la filiale polonaise IVALIS POLSKA. Nouveau site internet, nouvelle marque, nouvelle identité graphique. En France, la marque INVENTORISTE devient IVALIS. Lancement d'un nouveau programme qualité baptisé HQL, accompagné de plans d'action opérationnels. Signature d'un contrat de licence au Maroc.
2011	Ouverture de 2 nouvelles agences, en Ile de France et à Grenoble, portant ainsi le réseau français à 15 agences. Ouverture de nouvelles agences en Espagne (Barcelone, La Corogne) et en Italie (Rome). Création de 2 nouvelles filiales européennes : IVALIS DEUTSCHLAND en Allemagne et IVALIS NEDERLAND aux Pays-Bas. Déploiement des lecteurs code-barres wifi.
2012/13	Ouverture de nouvelles agences en France (portant le total à 17), en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas. IVALIS est retenu en janvier par 2 clients majeurs (textile, loisirs), au niveau international, pour des contrats pluriannuels, confirmant ainsi le bien fondé de sa stratégie à l'international. Activation d'IVALIS Technology, filiale qui désormais gère et exploite le système d'information du groupe. Déploiement progressif dans chacune des filiales des lecteurs code-barres wifi.
2013/14	Acquisition en juin 2013 du groupe allemand SIGMA, plus important prestataire indépendant de l'externalisation d'inventaires en Allemagne et en Suisse, avec un CA 2012 de 17 M€ pour un EBITDA de 1,7 M€. Poursuite de l'internationalisation du groupe avec la création d'une filiale au Brésil. Déploiement du progiciel de gestion intégrée Dynamics Nav de Microsoft au sein d'IVALIS France.

5.2. Investissements

Les principales ressources en matériels nécessaires à la réalisation d'un inventaire sont :

- Les logiciels de middle-office qui permettent de planifier les inventaires,
- Les logiciels de front-office qui permettent de réaliser opérationnellement les inventaires (PCC® et Windouch®) et les PC qui vont avec,
- Les lecteurs code-barres utilisés par les opérateurs lors des inventaires,
- Les moyens de transport pour amener les opérateurs et les encadrants sur le lieu de l'inventaire.

En 2012/13, le montant des investissements d'IVALIS s'est élevé à 2,4 M€. L'essentiel des investissements a été constitué par l'acquisition de lecteurs code-barres wifi (investissement total d'environ 1,8 M€, financé en totalité par emprunt bancaire).

6. Aperçu des activités



Le groupe IVALIS est le leader européen sur le marché de la sous-traitance d'inventaires de qualité. Il accompagne le développement de nombreuses enseignes internationales et connaît lui-même, depuis plus de 20 ans, un développement régulier tant en France qu'à l'étranger.

Le groupe IVALIS est constitué de la holding INVENTORISTE SA (structure cotée en Bourse sur Alternext Paris) et de ses différentes filiales en Europe, qui portent toutes le nom d'IVALIS.

Le groupe IVALIS dispose d'agences commerciales et de production en France, en Belgique, en Espagne, en Italie, au Portugal, en Pologne, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Maroc. Cette présence lui permet de réaliser des inventaires dans la plupart des pays européens (voir carte ci-après).

Pionnier du secteur en Europe continentale, et leader européen, le groupe IVALIS poursuit une croissance forte grâce à la qualité de ses prestations, au professionnalisme de ses équipes, à des process simples, à des outils modernes et performants au service des inventaires :

- **Fiabilité et précision** : Jusqu'à 99,9%, une performance unique sur le marché.
- **Flexibilité** : une expertise et des références clients sur tous types d'inventaires, de quelques milliers à plus de 10 millions de pièces, tous secteurs confondus, de l'univers du luxe à la GSA.
- **Efficacité** : des équipes uniquement dédiées à la réalisation d'inventaires, formées et entraînées.
- **Simpleté** : IVALIS a toujours fait le choix de la simplicité. Que ce soit dans le choix des outils ou dans ses process : des outils informatiques performants, un interlocuteur commercial unique, des résultats immédiatement et directement intégrables au système d'information des clients.

IVALIS propose deux types de prestations :

- **L'Inventaire Clé en Main®** (81% des inventaires menés en 2012) intègre la mise à disposition de l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de l'inventaire : les logiciels PCC® et Windouch®, développés en exclusivité par et pour IVALIS, qui permettent de traiter en temps réel les données saisies par les lecteurs de code-barres, les terminaux portables et les ressources humaines qualifiées (chef d'équipe + chefs de zones + opérateurs de saisie).
- **L'Inventaire Partenaire®** (19% des inventaires menés en 2012) associe les logiciels PCC® et Windouch®, les matériels et le personnel d'encadrement d'IVALIS aux opérateurs de saisie fournis par le client.

Le choix de recourir à IVALIS plutôt que de réaliser ses inventaires en interne se justifie par :

- Des technologies (PCC® / Windouch®) et des méthodologies (STM®) dédiées.
- Une absence de perte de chiffre d'affaires (ce qui est le cas lorsque le magasin est fermé pour inventaire),
- Une meilleure affectation des frais de personnel (pas de personnel non affecté à la vente),
- Pas de paiement éventuel d'heures supplémentaires,
- Une évaluation des stocks - avec exhaustivité et intégrité - effectuée par une société indépendante.



Chaque prestation fait l'objet d'un encadrement méthodologique et logistique exclusif, mis au point par IVALIS : la Stock Taking Method®. Cette méthode est appliquée à tous les inventaires sans exception, en France comme à l'étranger. Les 5 principales étapes sont :

- Le balisage, qui permet d'identifier précisément toutes les zones à saisir,
- La saisie, réalisée par les opérateurs sous la responsabilité du chef d'équipe et des chefs de zone en général dès la fermeture du magasin,
- Le contrôle, réalisé pendant l'inventaire ou juste après la fin de la saisie pour limiter au maximum les risques d'erreur,
- Les corrections, qui permettent de garantir la fiabilité du résultat,
- La validation enfin des 4 étapes précédentes, ce qui permet au chef d'équipe de clôturer son inventaire.



6.1. Détection des besoins d'inventaires du client

Après un premier contact téléphonique, le conseiller commercial transmet un projet de devis, incluant un budget et un calendrier. Une visite de site est ensuite nécessaire pour détecter les besoins exacts du client et affiner l'offre de services : besoins réels du client, objectifs recherchés, traitement des cas particuliers (produits non étiquetés, codes inconnus, etc.). Dès acceptation de l'offre de service, le conseiller commercial met en place la procédure de préparation de l'inventaire.



6.2. Préparation de l'inventaire

Première étape

- Remise au client d'un rétro planning des opérations et d'une fiche sur laquelle doivent être renseignés les types de codes présents dans la base de l'ensemble des articles à inventorier,
- Définition et mise au point par les équipes informatiques d'IVALIS d'un langage permettant l'échange des fichiers entre le système d'information du client et notre logiciel d'inventaire compatible PCC®,
- Mise au point par les équipes informatiques d'IVALIS d'un langage permettant l'échange des fichiers entre la base du client et les lecteurs de codes barres,
- Paramétrage des lecteurs de codes barres,
- Organisation d'une simulation opérationnelle sur le site,
- Validation de la procédure informatique et des ressources humaines à affecter à l'inventaire,
- Envoi d'une offre de services réactualisée en fonction de la procédure informatique définie.



Seconde étape

- Organisation - moyennant finances - d'un inventaire de validation, effectué en conditions réelles avec l'ensemble des moyens techniques et humains, dans un magasin sélectionné pour ses similitudes avec la majorité des magasins du client,
- Mise au point définitive des procédures informatiques et opérationnelles, ainsi que des besoins techniques et humains à mettre en place. La méthode suivie pour cet inventaire de validation sera ensuite suivie pour l'ensemble des autres magasins, c'est la Stock Taking Method®.



Troisième étape

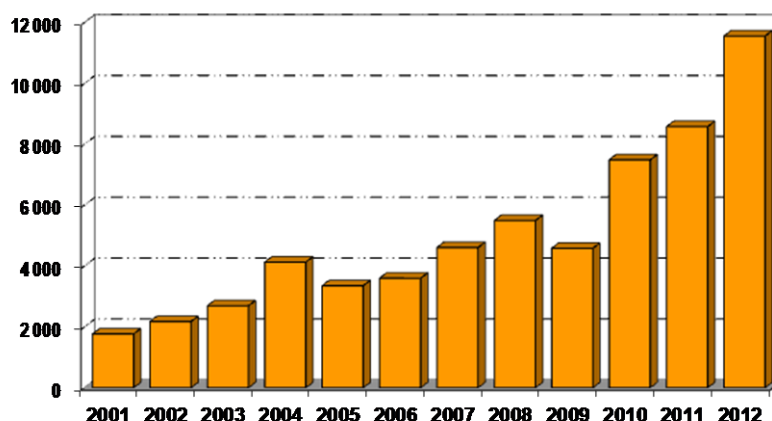
- Mise à jour de l'offre de services et du prix de la prestation en fonction de la réalité constatée sur le terrain,
- Définition du calendrier d'intervention pour l'ensemble des sites à inventorier,
- Mise en place de la campagne d'inventaires.



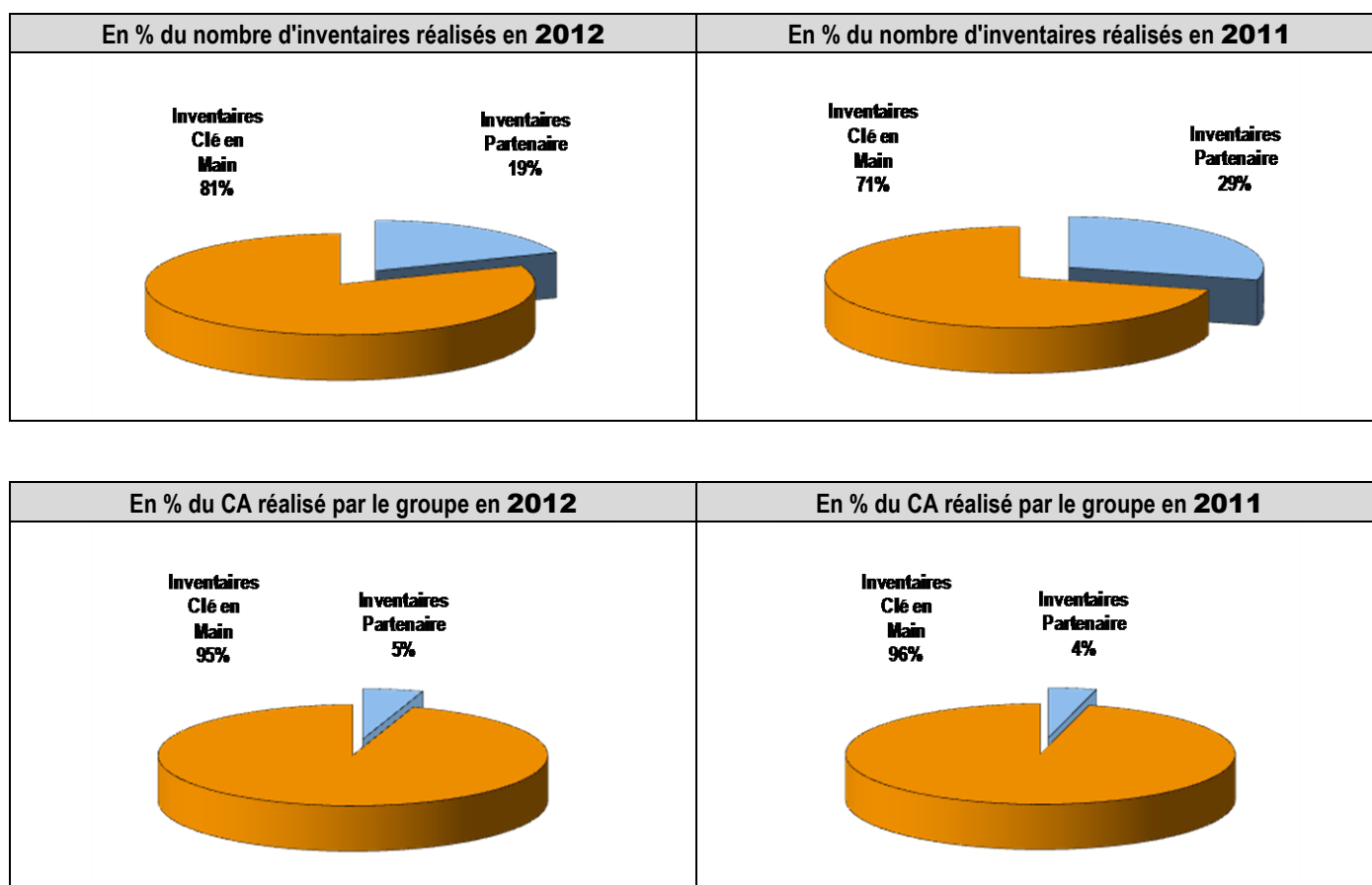
6.3. Facturation des inventaires

D'une manière générale, IVALIS facture les inventaires dès que la prestation est réalisée. La prestation peut être facturée soit à la pièce comptée (notamment pour les Inventaires Clé en Main®) soit au forfait (généralement pour les Inventaires Partenaire®), avec dans le dernier cas la possibilité de pénalités si la durée est plus longue que prévue dans le forfait. Dans les deux systèmes, le niveau de marge est identique.

6.4. Nombre annuel d'inventaires réalisés par le groupe

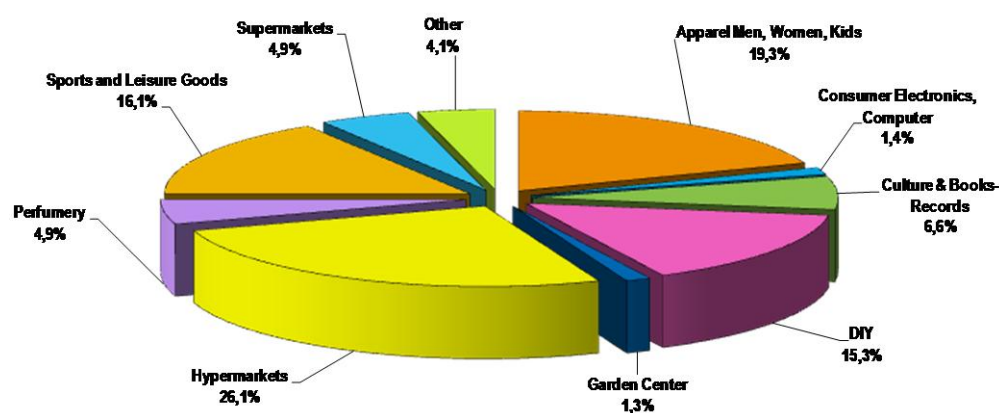


6.5. Typologie des inventaires réalisés par le groupe



6.6. Clients

Au 31/12/2012, IVALIS comptait 331 clients actifs, qui se répartissent ainsi (en % du chiffre d'affaires Groupe 2012) :



En 2012, le 1^{er} client toutes activités et pays confondus représente 12,7% du chiffre d'affaires Groupe. Le poids des plus gros clients diminue, du fait de la croissance du chiffre d'affaires du groupe.

6.7. Politique d'achat et gestion des fournisseurs

IVALIS compte une trentaine de fournisseurs réguliers, en priorité des groupes spécialisés dans le travail temporaire, des loueurs de véhicules, des agences de voyage, des fournisseurs de matériel de bureau et d'informatique. Pour les principaux fournisseurs, un appel d'offre est lancé chaque année.

Il n'existe aucun lien et aucun accord particulier entre IVALIS et ses fournisseurs, les relations restant strictement commerciales, ce qui donne au groupe la possibilité de changer de fournisseur à tout moment.

6.8. Marché et concurrence

L'inventaire est une nécessité de gestion et une obligation légale en France.

L'activité d'IVALIS s'appuie sur les articles suivants du Code de commerce :

Article L.123-12

Toute personne physique ou morale ayant la qualité de commerçant doit procéder à l'enregistrement comptable des mouvements affectant le patrimoine de son entreprise. Ces mouvements sont enregistrés chronologiquement. Elle doit contrôler par inventaire, au moins une fois tous les douze mois, l'existence et la valeur des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise. Elle doit établir des comptes annuels à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable.

Article L.232-1

A la clôture de chaque exercice le conseil d'administration, le directoire ou les gérants dressent l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions de la section 2 du chapitre 3 du titre 2 du livre 1er et établissent un rapport de gestion écrit. Ils annexent au bilan :

- *Un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société. Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés exploitant un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance ;*
- *Un état des sûretés consenties par elle.*
- *Le rapport de gestion expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.*
- *Les documents mentionnés au présent article sont, le cas échéant, mis à la disposition des commissaires aux comptes dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat.*

IVALIS ne s'adresse pas aux inventaires d'immobilisations (machines, véhicules, postes informatiques etc.) mais aux stocks (produits finis, semi-finis ou en cours de production). Le marché d'IVALIS - même si la société reste pour l'instant essentiellement tournée vers la distribution spécialisée et la grande distribution - concerne donc l'ensemble des stocks des sociétés industrielles et commerciales. Ce marché est en plein essor en France, contrairement aux pays anglo-saxons pour lesquels ce marché est arrivé à maturité, particulièrement aux Etats-Unis où la sous-traitance atteint 75% du marché.

L'évaluation de la taille du marché potentiel auquel s'adresse IVALIS est difficile à évaluer.

A titre d'exemple, IVALIS estime à 81 000 le nombre de surfaces de vente susceptibles en France de recourir à ses services :

- 30 000 commerces de proximité d'une surface < à 300 m²,
- 23 000 pharmacies d'officine,
- 10 000 entreprises industrielles,
- 6 000 supermarchés de 400 à 2 500 m²,
- 3 000 magasins de hard discount alimentaire,
- 3 000 grandes et moyennes surfaces > 300 m² spécialisées dans le bricolage,
- 2 000 magasins > 300 m² spécialisés dans le textile,
- 2 000 boutiques > 100 m² spécialisées dans la beauté et la santé,
- 1 000 hypermarchés,
- 1 000 jardineries etc.

IVALIS est confronté à 3 types de concurrence :

- Les entreprises qui réalisent en interne leur propre inventaire,
- Les sociétés positionnées sur le marché des inventaires d'immobilisations qui pourraient éventuellement évoluer vers les inventaires de stocks,
- Les entreprises spécialisées, tel le groupe IVALIS, dans les inventaires de stocks.

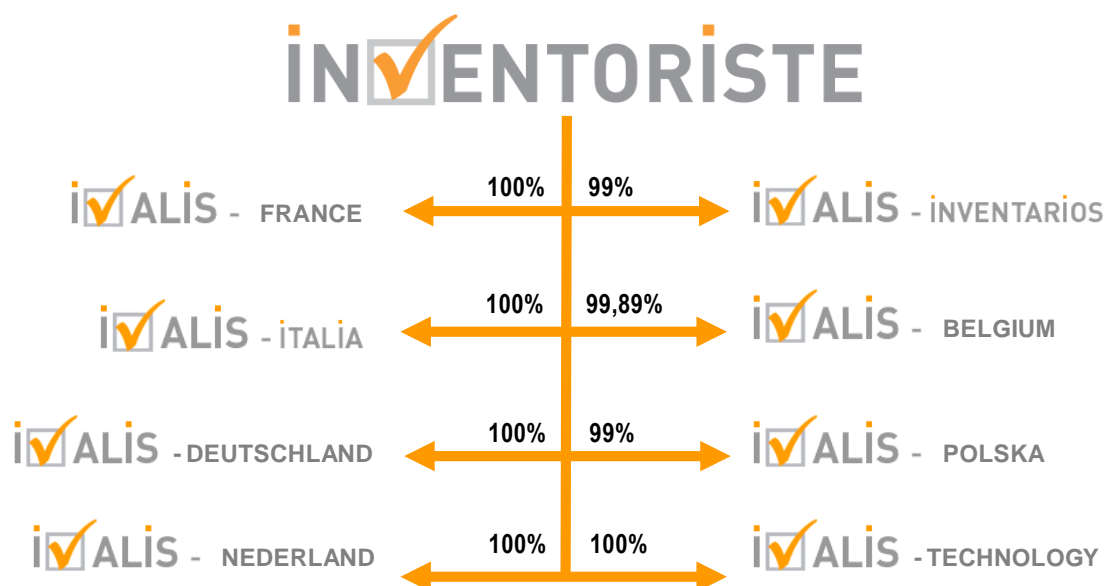
Les deux plus gros acteurs du monde occidental spécialisés dans les inventaires de stocks sont deux groupes d'origine américaine :

- Le numéro un mondial est le groupe RGIS. C'est un groupe américain qui réalise environ 800 M\$ de chiffre d'affaires (ce groupe, non coté en Bourse, ne publie pas d'informations financières). Le groupe est détenu par un fonds d'investissement américain. On estime le nombre d'agences de RGIS dans le monde à plus de 400. Le groupe est présent aux Etats-Unis depuis une quarantaine d'années, et s'est développé en Europe depuis une dizaine d'années, avec notamment une présence en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France.
- Le numéro deux du monde occidental est le groupe d'origine américaine WIS. WIS réalise environ 2 M\$ de chiffre d'affaires (à l'instar de RGIS, le groupe n'est pas coté et ne publie pas d'états financiers). Le groupe est détenu majoritairement par un fonds d'investissement américain. WIS a une présence forte aux Etats-Unis et est peu implanté en Europe où il ne dispose que d'une filiale en Grande-Bretagne.

Les autres acteurs présents en Europe sont des acteurs locaux, ne couvrant que leur pays, ou régionaux avec une présence dans deux ou trois pays. Ces autres acteurs sont plus petits qu'IVALIS. Figurent dans cette liste non limitative l'anglais ORIDGE, l'allemand SIGMA, les français INVENTAIRE SERVICES et NOVASTOCK...

7. Organigramme

7.1. Organigramme juridique au 31/03/2013



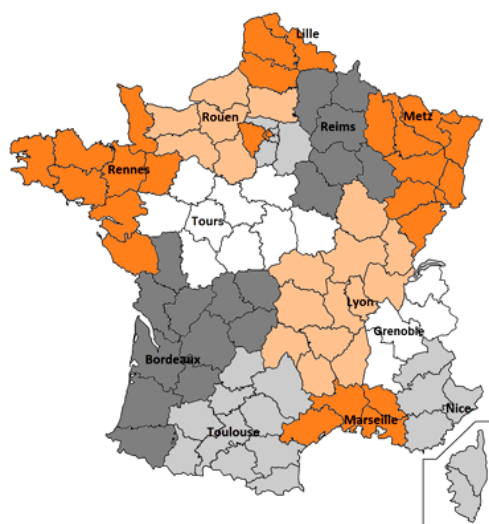
7.2. Périmètre de consolidation

Société	Pays	Création / Acquisition	Participation	Activité
INVENTORISTE SA	France	Créée le 16/04/1991		Holding
IVALIS FRANCE	France	Créée en octobre 2007	100%	Inventaires
IVALIS INVENTARIOS	Espagne	Créée en mai 2005	99%	Inventaires
IVALIS ITALIA	Italie	Créée en mai 2006	100%	Inventaires
IVALIS BELGIUM	Belgique	Créée en mai 2007	99,89%	Inventaires
IVALIS TECHNOLOGY	France	Créée en juillet 2009	100%	Prestations informatiques
IVALIS POLSKA	Pologne	Créée le 15/03/2010	99%	Inventaires
IVALIS NEDERLAND	Pays-Bas	Créée le 22/03/2011	100%	Inventaires
IVALIS DEUTSCHLAND	Allemagne	Créée le 16/05/2011	100%	Inventaires

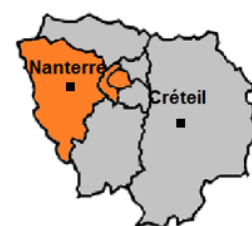
8. Propriétés immobilières, usines, équipements

8.1. Liste des implantations

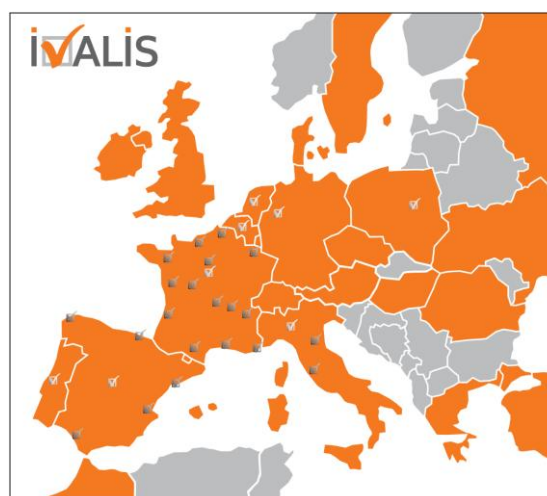
Outre le siège basé à Maurepas (78), IVALIS dispose en France au 31/03/2013 d'un réseau de 17 agences : Paris et Région parisienne, Lyon, Grenoble, Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux, Tours, Rennes, Lille, Metz, Rouen, Reims, Montpellier, Nantes et Clermont Ferrand. Chacune des agences est composée d'un responsable d'agence et de chefs d'équipes. Ce sont eux qui prennent en charge la réalisation des inventaires et encadrent les coordinateurs de zone et les opérateurs.




Agences en France et leurs zones de couverture



Le groupe IVALIS est également présent, par le biais de filiales, en Espagne et au Portugal (agences à Madrid, Séville, La Corogne, Valence, Bilbao, Barcelone et Lisbonne), en Italie (Milan, Bologne et Rome), en Belgique (Zaventem, Saint Gilles), en Pologne (Varsovie), en Allemagne (Düsseldorf) et aux Pays-Bas (Utrecht). Il dispose aussi d'une franchise au Maroc. Au total, le groupe intervient dans plus de 25 pays.



 Présence commerciale du Groupe IVALIS

 Agences

Avec l'ouverture en 2012/13 de nouvelles agences tant en France qu'en Europe (Italie, Pays Bas et Allemagne), et l'acquisition en juin 2013 du groupe allemand SIGMA, le groupe IVALIS devient l'un des principaux acteurs européens du secteur.

Il n'existe aucun lien capitalistique entre les propriétaires des locaux et les dirigeants ou salariés du groupe.

8.2. Questions environnementales

Aucune question environnementale ne peut influencer l'utilisation des différents locaux.

9. Examen de la situation financière

9.1. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2013

9.1.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 39 413 038 euros contre 32 830 073 euros lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 40 045 812 euros contre 33 056 861 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 476 815 euros contre 423 925 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 21 379 210 euros contre 17 743 157 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 724 937 euros contre 536 776 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 15 019 166 euros contre 10 821 578 euros lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 29 099 euros contre 103 211 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 1 519 971 euros contre 819 287 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 83 778 euros contre 74 533 euros pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 39 232 976 euros contre 30 522 467 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 812 836 euros contre 2 534 394 euros lors de l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat financier, des produits et charges exceptionnels, de l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, de l'amortissement des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 254 125 euros contre 1 160 572 euros au titre de l'exercice précédent.

2.1.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 084 058 euros contre 3 846 081 euros pour l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur provisions et transferts de charges, et les autres produits d'exploitation, le montant global des produits d'exploitation s'élève à 5 228 902 euros contre 3 911 524 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises s'élève à 0 euro contre 9 548 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 726 163 euros contre 1 221 183 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 102 203 euros contre 82 006 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 538 456 euros contre 648 395 euros pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 6 contre 8 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 860 986 euros contre 182 557 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 1231 euros contre 656 euros pour l'exercice précédent.

- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint globalement un total de 3 229 066 euros contre 2 144 345 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 999 836 euros contre 1 767 178 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat financier s'établit à 566 245 euros (34 203 euros pour l'exercice précédent), il inclut la perception de 549 335 euros de dividendes de la filiale IVALIS BELGIUM.
- Le résultat exceptionnel ressort à -1 530 156 euros (-7 963 euros pour l'exercice précédent). Ce résultat exceptionnel est lié essentiellement à la subvention d'équilibre de 923 429 euros accordée à IVALIS POLSKA et à la subvention commerciale de 570 000 euros consentie à IVALIS SRL (filiale italienne).
- Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel, de l'impôt sur les sociétés de 169 448 euros contre 605 611 euros pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2013 se solde par un bénéfice de 866 476 euros contre 1 187 807 euros pour l'exercice précédent.
- Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 866 476 euros.

9.2. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2011

9.2.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31/12/ 2011, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 32 830 073 € contre 26 044 832 € lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 33 056 861 € contre 26 174 564 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 423 925 € contre 409 932 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 17 743 157 € contre 15 327 530 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 536 776 € contre 429 551 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 10 821 578 € contre 8 438 673 € lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 103 211 € contre 0 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 819 287 € contre 472 063 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 74 533 € contre 48 665 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 30 522 467 € contre 25 126 414 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 2 534 394 € contre 1 048 150 € lors de l'exercice précédent.
- Compte tenu d'un résultat financier de -7 061 € (-14 085 € pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 2 527 333 € contre 1 034 065 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte des produits et charges exceptionnels, le l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, des amortissements des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 1 160 572 € contre 348 881 € au titre de l'exercice précédent.

9.2.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31/12/2011, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 846 081 € contre 2 807 636 € pour l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur provisions et transferts de charges, et les autres produits d'exploitation, le montant global des produits d'exploitation s'élève à 3 911 524 € contre 2 858 346 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises s'élève à 9 548 € contre 7 605 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 221 183 € contre 1 129 142 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 82 006 € contre 74 549 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 648 395 € contre 559 244 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 8 contre 7 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 182 557 € contre 84 681 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 656 € contre 491 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint globalement un total de 2 144 345 € contre 1 855 711 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 767 178 € contre 1 002 634 € pour l'exercice précédent.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 34 203 € (19 528 € pour l'exercice précédent), il s'établit à 1 801 381 € contre 1 022 163 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat exceptionnel de -7 963 € contre -7 848 € pour l'exercice précédent, et de l'impôt sur les sociétés de 605 611 € contre 338 958 € pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31/12/ 2011 se solde par un bénéfice de 1 187 807 € contre un bénéfice de 675 356 € pour l'exercice précédent.
- Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 187 807 €.

9.3. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2010

- Au cours de l'exercice clos le 31/12/2010, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 807 635,76 € contre 2 721 131,50 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 50 710,05 € contre 9 576,42 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 7 605,38 € contre 0 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 129 141,75 € contre 977 408,17 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 74 549,46 € contre 34 424,39 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 392 952,66 € contre 390 094,52 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 166 290,29 € contre 163 139,94 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 7 contre 7 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 84 681,00 € contre 87 291,50 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 490,88 € contre 39 903,60 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 1 855 711,42 € contre 1 692 262,12 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 002 634,39 € contre 1 038 445,80 € pour l'exercice précédent.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 19 528,14 € (385 507,53 € pour l'exercice précédent), il s'établit à 1 022 162,53 € contre 1 423 953,33 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat exceptionnel de -7 848,36 € contre -166,67 € pour l'exercice précédent, de l'impôt sur les sociétés de 338 958,00 € contre 154 742,00 € pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010 se solde par un bénéfice de 675 356,17 € contre un bénéfice de 1 269 044,66 € pour l'exercice précédent.

10. Trésorerie et capitaux

10.1. Capitaux propres consolidés au 31/03/2013

En K€

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Minoritaires	Total
Situation à l'ouverture	262,5	109,1	7 340,3	26,5	7 738,4	2,1	7 740,5
Résultat de la période	-	-	254,13	-	254,13	1,44	255,57
Dividendes	-	-	-1 400,00	-	-1 400,00	-	-1 400,00
Autres variations	-	-	-9,99	-20,33	-30,32	-0,08	-30,40
Situation à la clôture	262,5	109,1	6 184,44	6,17	6 562,21	3,46	6 565,67

10.2 Flux de trésorerie consolidés

En €

	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Résultat du groupe	255 569	1 162 713	349 931
+ Dotations aux amortissements	1 459 614	819 287	472 063
+ Dotations aux provisions	69 977	13 280	16 809
+ Dotations aux amortissements goodwill	235 144	188 115	188 115
- Reprises sur amortissements et provisions	-151 317	-5 924	-26 109
- Impact de la production immobilisée	-111 660	-	-
+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	157 769	15 703	19 798
- Prix de cession des éléments d'actif cédés	-104 319	-23 541	-15 988
Capacité d'autofinancement	1 810 777	2 169 633	1 004 620
Stocks et encours	13 977	-24 308	-17 789
Avances et acomptes versés	-	-	-
Créances clients	-1 496 912	2 169 320	-6 616 885
Autres créances	1 427 385	133 176	818 111
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Dettes fournisseurs	1 846 391	-712 014	3 713 496
Autres dettes	462 479	610 521	1 756 406
Variation du BFR	-2 253 320	2 176 695	-346 661
Flux net de trésorerie lié à l'activité	-442 543	4 346 328	657 959
Acquisitions d'immobilisations	-2 463 619	-1 050 688	-671 664
Cessions d'immobilisations	103 293	23 541	15 988
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-2 360 327	-1 027 147	-655 676
Dividendes versés aux actionnaires	-1 400 667	-1 602 656	-
Remboursements d'emprunts dans l'exercice	-434 465	-119 237	-
Emprunts souscrits dans l'exercice	1 731 413	320 000	-
Flux net de trésorerie lié aux financements	-103 719	-1 401 893	-
VARIATION DE TRESORERIE	-2 906 589	1 917 288	2 283
Trésorerie nette d'ouverture	6 968 947	5 051 659	5 049 376
Trésorerie nette de clôture	4 062 358	6 968 947	5 051 659

10.3. Emprunts et dettes financières

En €	31/03/2013	Dont < 1 an	Dont 1 à 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 688 493	711 659	976 834
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	695	695	-
Dettes financières diverses	59 613	59 613	-
Concours bancaires courants	-	-	-
Total valeurs brutes	1 748 801	771 967	976 834

10.4. Conditions d'emprunt

Les conditions d'emprunt sont décrites dans le chapitre 4 "Facteurs de risques".

10.5. Restrictions à l'utilisation des capitaux

Néant.

10.6. Sources de financement attendues

L'acquisition en juin 2013 du groupe allemand SIGMA a été financée par recours à des emprunts sur 7 ans auprès d'OSEO et d'un pool de trois banques conduit par la Société Générale.

11. R&D, brevets, licences

11.1. Marques et brevets

Aucun brevet n'a été déposé par la société.

Les marques INVENTORISTE®, Espacejob®, l'Inventaire Clé en Main®, l'Inventaire Partenaire®, PCC®, STM®, Windouch® et IVALIS® ont été déposées auprès de l'INPI et appartiennent à IVALIS.

11.2. Recherche et développement

Au cours de ces dernières années, IVALIS a développé plusieurs logiciels de gestion spécifiquement adaptés à son activité originale. En parallèle, d'autres activités sont gérées à l'aide d'outils logiciels du marché. Un fort besoin d'intégrer ces outils dans un logiciel de gestion de l'organisation des inventaires était en effet devenu indispensable pour accompagner la croissance des années futures.

12. Informations sur les tendances

12.1. Perspectives 2013/2014

Le groupe entend poursuivre en 2013/14 son développement, notamment à l'international.

Il a fait l'acquisition le 14/06/2013 de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH, n° 2 de la prestation d'inventaires en Allemagne, et de ses filiales en Suisse et en Autriche.

La volonté du groupe s'est également traduite par la création d'une filiale au Brésil.

12.2. Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre fiscal 2013/2014

Non audité - En K€

	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
1 ^{er} trimestre	6 994	6 175	6 997
2 ^{ème} trimestre		6 244	7 213
3 ^{ème} trimestre		4 351	5 036
4 ^{ème} trimestre		14 368	13 584
Total au 31 décembre		31 138	32 830
5 ^{ème} trimestre	-	8 275	-
Total exercice		39 413	32 830

Le groupe SIGMA, acquis le 14 juin 2013, n'est consolidé qu'à compter du 1^{er} juillet 2013. Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre fiscal 2013/14 ne contient donc pas les données des trois sociétés du groupe SIGMA.

13. Prévisions et estimations du bénéfice

La société ne diffuse pas d'information à ce sujet.

14. Organes d'administration et de direction

14.1. Composition du conseil d'administration au 31/03/2013

Nom	Fonction	Date de début du 1 ^{er} mandat	Date de renouvellement	Date de fin du mandat
Frédéric MARCHAL	Président directeur général	17/03/1999	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
FINANCIERE JOHN BESLAY (*)	Administrateur	17/03/1999	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
B & G (**)	Administrateur	12/11/2001	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
Jean-Marc SCEO	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017
Thibaut GACHET	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017
BARBERINE (***)	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017

(*) La société FINANCIERE JOHN BESLAY, nommée le 27/06/2008 en remplacement de Jean-Sébastien BESLAY pour la durée du mandat restant à courir, est représentée par Jean-Sébastien BESLAY

(**) Le représentant permanent de la SARL B & G est Benjamin GILLET

(***) Le représentant permanent de l'EURL BARBERINE est Frédéric MARCHAL

Le conseil d'administration s'est réuni à 4 reprises au cours de l'exercice 2012/13.

Aucun membre des organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale, n'a, au cours des 5 dernières années :

- Fait l'objet d'une condamnation pour fraude,
- Été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation,
- Fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle,
- Été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un conseil d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Il n'existe pas d'administrateur élu par les salariés ni de censeur.

Il n'existe aucun lien familial entre les administrateurs sociaux.

Il est toutefois rappelé que Frédéric MARCHAL contrôle la société BARBERINE, administrateur d'INVENTORISTE.

14.2. Autres mandats sociaux des administrateurs au 31/03/2013

Frédéric MARCHAL

- Gérant de l'EURL BARBERINE
- Président de la SAS KAMINO
- Président de la SASU IVALIS France
- Gérant d'IVALIS Technology (France)
- Gérant d'IVALIS INVENTARIOS SL (Espagne)

- Gérant d'IVALIS SRL (Italie)
- Gérant d'IVALIS Belgium (Belgique)
- Gérant de la SCI MONTROC (France)
- Gérant de la SCI Plaisance
- Gérant d'IVALIS Polska (Pologne)
- Gérant d'IVALIS Nederland (Pays-Bas)
- Gérant d'IVALIS Deutschland (Allemagne)

Jean-Sébastien BESLAY

- Gérant de la SCA TRUSTEAM FINANCE
- Gérant de l'EURL Financière JOHN BESLAY

Benjamin GILLET

- Gérant de la SCI 33 route du Hahon

Thibaut GACHET

- Membre du comité des actionnaires de la SAS Pomme de Pain
- Gérant du Groupement Forestier Duby
- Gérant de la SARL unipersonnelle VOLGA CAPITAL

Jean-Marc SCEO

- Président de la SAS Kamino II
- Président de la SAS G3S II
- Président de la SAS Actoline III
- Président de la SAS Financière du Roule
- Gérant de la SARL unipersonnelle Douchka
- Président de la SAS Finescia
- Président de la SAS Financière Murillo
- Président de la SAS Financière Amatsi
- Président de la SAS Financière Amatsi II
- Président de la SAS Financière GPE I
- Président de la SAS Financière GPE III
- Président de la SAS Financière GPE IV
- Président de la SAS Financière GPE V
- Président de la SAS Financière GPE VI
- Président de la SAS Financière GPE VII
- Président de la SAS Financière GPE VIII

14.3. Jetons de présence

- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2010.
- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2011.
- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2012/13.

14.4. Gouvernement d'entreprise

Du fait de sa taille, INVENTORISTE ne se conforme pas pour l'instant à l'ensemble des dispositions contenues dans le régime français de gouvernement d'entreprise (pas d'évaluation formelle des travaux du conseil d'administration, pas de règlement intérieur formalisé, pas de comité d'audit ou de comité des rémunérations...).

15. Rémunération et avantages

15.1. Rémunération des mandataires sociaux

Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Honoraires	Jetons de présence	Avantages en nature	Retraite complémentaire	Total
Frédéric MARCHAL	Président DG							
Financière John Beslay	Administrateur							
B & G	Administrateur			Non détaillé car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle				
Jean-Marc SCEO	Administrateur							
Thibaut GACHET	Administrateur							
BARBERINE	Administrateur							
Total rémunération au titre de 2012/13								

15.2. Rémunération de l'équipe de direction

Le montant global des rémunérations versées aux 5 personnes les plus rémunérées de la société INVENTORISTE SA s'est élevé en brut, pour l'exercice clos le 31/03/2013, à 383.409 €.

INVENTORISTE n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au profit de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci. Il n'existe aucune prime de départ ou d'arrivée prévue au bénéfice des mandataires sociaux ou des administrateurs.

15.3. Engagements de retraite et assimilés

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité. Ces engagements, concernant les salariés employés en France font l'objet d'une provision pour charges dans les comptes consolidés.

Le Groupe évalue chaque année ses obligations envers les régimes à prestations définies selon les méthodes actuarielles propres au Groupe. Ces engagements font l'objet d'une évaluation et sont provisionnés. Les paramètres techniques utilisés sont ceux de la branche d'activité concernée, une rotation faible du personnel, un taux d'actualisation de 2,5%, la méthode prospective, avec départ à l'initiative du salarié et charges comprises.

Au 31/03/2013, la provision comptabilisée s'élève à 122.180 €.

16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1. Conseil d'administration (article 15 des statuts)

La société est administrée par un conseil d'administration de 3 membres au moins et de 18 au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale des actionnaires ; toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération. La durée de leur fonction est de 6 années.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de l'AGO qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Les administrateurs sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'AGO. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il est en de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre 2 assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il doit y procéder en vue de compléter son effectif, dans les 3 mois à compter du jour de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal. Les nominations ainsi effectuées par le conseil sont soumises à la ratification de la plus prochaine AGO. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'AGO en vue de compléter l'effectif du conseil. Le mandat de l'administrateur coopté prend fin à l'expiration de celui de l'administrateur remplacé.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre d'administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

16.2. Actions des administrateurs (article 16 des statuts)

Les administrateurs doivent être chacun propriétaires d'au moins 1 action. Les administrateurs nommés en cours de société peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de 3 mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

16.3. Bureau du conseil (article 17 des statuts)

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur. Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci,

dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs, sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du conseil d'administration est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sans motif. Lorsque le Président du conseil d'administration assume la direction générale de la société, les dispositions de l'article 21 qui suivent relatives au directeur général lui sont également applicables.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur. Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance. Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

16.4. Délibérations du conseil (article 18 des statuts)

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées. La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est faite par tous moyens, en principe, trois jours au moins à l'avance. Elle indique avec précision les questions qui seront évoquées. Elle peut même être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent ou si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Sauf pour ce qui est du choix d'exercice de la direction générale, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque administrateur dispose d'une voix et ne peut représenter plus d'un de ses collègues. La voix du président de séance est prépondérante. Sous réserve des dispositions légales et réglementaires et de l'adoption d'un règlement intérieur l'organisant, les membres du conseil d'administration peuvent participer aux délibérations du conseil par voie de visioconférence ; les moyens utilisés doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la délibération du conseil, dont les délibérations doivent être retransmises de façon continue. Sont alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration. La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents. Des membres de la direction générale peuvent assister aux séances du conseil à la demande du président. Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil d'administration.

Les procès-verbaux sont dressés, et les copies ou extraits des délibérations sont établis, délivrés et certifiés conformément à la loi.

16.5. Pouvoirs du conseil d'administration (article 19 des statuts)

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par les dispositions réglementaires et par les présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

16.6. Rémunération des administrateurs et des membres de la direction générale

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale. Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend. La rémunération du Président du conseil d'administration, du directeur général et des directeurs généraux délégués est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

16.7. Equipe de direction du groupe

Frédéric MARCHAL

- Président Directeur Général
- 48 ans
- PDG depuis le 17 décembre 1999

Roch VALLEE

- Directeur Administratif et Financier
- 48 ans
- Arrivé le 29 août 2011

Philippe KREMPF

- Directeur du contrôle de gestion
- 40 ans
- Arrivé le 13 décembre 2004

Christophe DUPONT

- Directeur Général d'IVALIS France
- 46 ans
- Arrivé en mai 2009

Jesus JARA

- Directeur IVALIS INVENTARIOS Espagne
- 39 ans
- Intègre IVALIS en janvier 2009

Gérald SERMEUS

- Directeur IVALIS Belgium et IVALIS Nederland
- 39 ans
- Intègre IVALIS en avril 2008

DAVID BASSAN

- Directeur IVALIS Italia
- 39 ans
- Intègre IVALIS en septembre 2009

Sergiusz ZEMEK

- Directeur d'IVALIS Polska
- 38 ans
- Arrivé en octobre 2012

Daniel KAMPHAUSEN

- Directeur d'IVALIS Deutschland
- 37 ans
- Arrivé en juillet 2011

Sébastien RICCO

- Directeur Informatique IVALIS Technology
- 39 ans
- Arrivé en décembre 2008

16.8. Mode d'exercice de la direction générale

Direction générale

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général. Le conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visée à l'alinéa précédent, par une décision prise à la majorité des deux tiers de ses membres présents ou représentés. Le conseil d'administration détermine également la durée qu'il entend donner à l'option choisie. A l'expiration de cette durée, le conseil devra délibérer sur le mode d'exercice de la direction générale de la société. Les actionnaires et les tiers seront informés du choix opéré par le conseil dans les conditions légales et réglementaires. Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au directeur général lui sont applicables.

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, par une personne physique nommée par le conseil d'administration, choisie parmi les administrateurs ou non et portant le titre de directeur général. La personne qui exercera les fonctions de directeur général sera désignée par une décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. La durée des fonctions du directeur général est déterminée par le conseil d'administration qui le nomme et ne peut dépasser la durée de l'option prise eu égard au mode d'exercice de la direction générale. La durée des fonctions de directeur général et celle de président du conseil d'administration sont indépendantes l'une de l'autre même si une même personne vient à cumuler ces deux fonctions. Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration sur juste motif. S'il est également président du conseil d'administration, il est révocable sans juste motif.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers. Le directeur général peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué. Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq. Ces derniers peuvent être choisis parmi les administrateurs ou non.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. A défaut de précision, les fonctions des directeurs généraux prennent fin avec celles du directeur général.

Lorsque le directeur général cesse ses fonctions ou est hors d'état de les exercer, les directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions jusqu'à nomination du nouveau directeur général, sauf décision contraire du conseil d'administration.

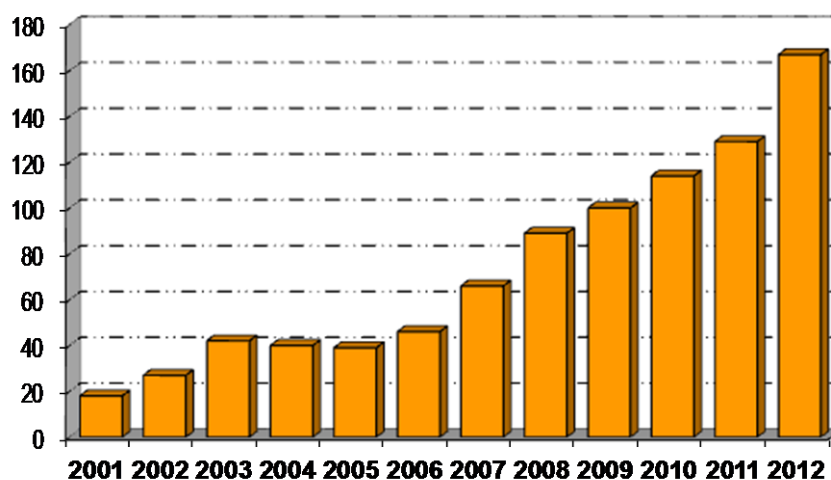
Le ou les directeurs généraux délégués dispose(nt), à l'égard des tiers, des pouvoirs qui leur seront conférés par le conseil d'administration procédant à leur nomination ou à leur renouvellement, sous la responsabilité du directeur général et sans pouvoir engager seul la société. Les directeurs généraux délégués peuvent être révoqués à tout moment par le conseil d'administration sur la proposition du directeur général, sur juste motif. Les directeurs généraux délégués peuvent substituer partiellement dans leurs pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront.

17. Salariés

17.1. Effectifs et recrutement

Au 31/12/2011, le groupe IVALIS comptait 167 CDI temps plein répartis dans l'ensemble des sociétés.

Evolution des effectifs permanents temps plein



La politique de formation concerne à la fois des formations internes concernant l'application des procédures et des méthodologies d'inventaire et des formations externes, relatives notamment à l'utilisation des outils informatiques. La formation du personnel temporaire est effectuée par le personnel permanent avant le début de chaque inventaire. Le recours au site internet **espacejob.com®**, développé par la société, permet de sélectionner des opérateurs ayant déjà travaillé pour IVALIS et de réduire ainsi leur temps de formation, améliorer leur précision et augmenter leur productivité.

La culture de l'entreprise se décline autour de 3 valeurs centrales :

- Solidarité : "Un inventaire est avant tout un travail d'équipe"
- Progrès : "Le métier d'inventoriste est un métier jeune, qu'il faut enrichir en permanence"
- Performance : "Nos clients attendent un inventaire, nous ne pouvons pas les décevoir"

Ces valeurs sont l'ADN du groupe. On les retrouve dans chacune des filiales, que ce soit dans les équipes de direction ou dans les équipes sur le terrain. Au final, ces valeurs ne servent d'un unique objectif : apporter à chacun des clients et partout en Europe une réponse adaptée, précise et rapide à leurs attentes.

17.2. Participation et stocks options

Il n'a pas été versé de participation en 2012/13 au titre d'INVENTORISTE SA, qui a un statut de holding depuis le 27/12/2007.

Une participation aux fruits de l'expansion a par contre été attribuée aux salariés d'IVALIS France au titre de l'exercice 2012/13, pour un montant de 29 099 €.

Aucune politique d'intéressement n'est actuellement en place.

17.3. Participation des salariés au capital d'INVENTORISTE

Les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce représentent moins de 3% du capital de la société.

18. Principaux actionnaires

18.1. Capital social

Le capital social est fixé à 262 500 €.

Il est divisé en 1 312 500 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune.

Ces actions, toutes de même catégorie, sont intégralement libérées.

18.2. Capital autorisé non émis

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, au capital de la société INVENTORISTE, à l'exception d'un plan de souscription d'actions réservé aux cadres et aux salariés de la société et de ses filiales dont aucune option n'a été attribuée à ce jour, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- L'assemblée générale mixte du 8 avril 2004 a décidé d'autoriser le conseil d'administration, dans le cadre des articles L.25-177 et suivants du Code de commerce, à consentir dans un délai de 38 mois à compter de ce jour des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation du capital social, dans les conditions et limites fixées par la loi, au bénéfice des salariés de la société et des salariés de ses filiales, en France et à l'étranger.
- Le nombre total des options qui seront accordées par le conseil d'administration ne devra pas permettre d'émettre plus de 3% du capital de la société.
- Le prix fixé pour la souscription des actions par les bénéficiaires sera déterminé suivant les dispositions légales en vigueur. Le prix fixé pour la souscription des actions par les bénéficiaires ne sera pas modifié, sauf nécessité légale de faire des ajustements en cas de survenance d'événements particuliers chez la société.
- Les options pourront être exercées à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter de la date de leur attribution et les actions issues de la levée des options pourront être cédées à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de la date de leur attribution.
- Cependant le conseil d'administration pourra être autorisé à suspendre temporairement le droit de lever les options en cas d'opérations financières exigeant d'avoir une connaissance exacte et préalable du nombre des actions composant le capital ou en cas d'opérations donnant lieu à ajustements. Il sera autorisé également à instaurer une période d'incessibilité des actions issues des options.
- La présente autorisation emporte au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.
- L'augmentation de capital social résultant des levées d'option sera définitivement réalisée, par le seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du versement de libération qui devra être effectué en numéraire par remise d'un chèque bancaire.
- Lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration constatera s'il y a lieu le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'options et apportera les modifications nécessaires aux clauses des statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.
- Conformément aux dispositions légales, le conseil d'administration est autorisé à déléguer à son président tous pouvoirs pour procéder à ces opérations dans le mois qui suit la clôture de l'exercice. Enfin le conseil d'administration ou le président, en cas de délégation, peuvent également, à toute époque, procéder à cette constatation pour l'exercice en cours et apporter aux statuts les modifications correspondantes.
- L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration pour définir les bénéficiaires dans les limites des prescriptions légales, les conditions et les modalités pratiques d'attribution et d'exercice des options de souscription d'actions, réaliser toutes les opérations qui seront nécessaires et notamment accomplir tous actes ou formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution, et modifier les statuts en conséquence, et en général mettre en place et finaliser cette émission d'options de souscription d'actions.
- Le conseil d'administration informera, chaque année, l'assemblée générale mixte des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

18.3. Capital potentiel

Néant

18.4. Autres titres donnant accès au capital

Néant

18.5. Emprunt obligataire

Néant

18.6. Pacte d'actionnaires

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 3 juillet 2009 entre BARBERINE (holding patrimonial détenu à 100% par Frédéric MARCHAL, Président d'INVENTORISTE) et ACTO CAPITAL, afin de définir leurs relations au sein de KAMINO et de ses filiales, la gestion de ces dernières ainsi que les conditions de cession de leur participation dans le capital de KAMINO.

Au 31/03/2013, KAMINO détient 1 245 237 actions, représentant 94,88% du capital et des droits de vote d'INVENTORISTE.
A la même date, BARBERINE détient 2 339 actions, représentant 0,18% du capital et des droits de vote d'INVENTORISTE.

18.7. Franchissements de seuil

Néant en 2012.

Néant depuis le début de l'année 2013.

18.8. Nantissement

Aucun titre de la société INVENTORISTE n'est nanti.

18.9. Rachat par la société de ses propres actions

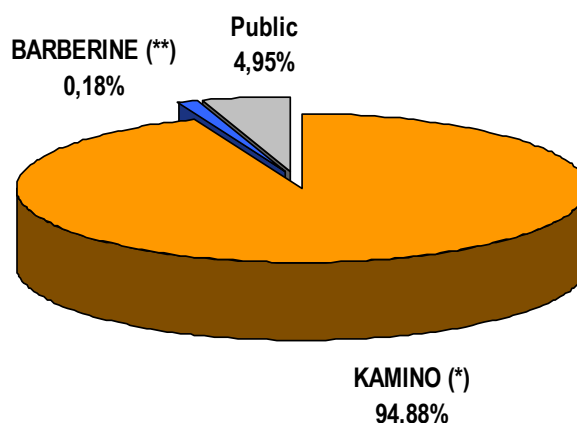
Jusqu'à présent, cette possibilité n'était pas applicable sur ALTERNEXT. Désormais, parmi les mesures importantes prises par la Loi de Modernisation de l'Economie figure l'extension du bénéfice des contrats de liquidité aux sociétés admises sur Alternext. Les règles de rachat d'actions sur Alternext sont désormais alignées sur celles en vigueur sur les marchés réglementés. Dans une décision du 1^{er} octobre 2008, l'AMF a accepté les contrats de liquidité en tant que pratique de marché admise, y compris sur Alternext. Toutefois, il est à noter que, sur Alternext, l'objectif exclusif d'un programme de rachat de titres ne peut être que la seule mise en œuvre d'un contrat de liquidité, à l'exclusion de tout autre objectif.

Aucun programme de rachat d'actions n'a été mis en œuvre à ce jour.

18.10. Evolution du capital d'INVENTORISTE depuis sa création

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital	Prime d'émission, de fusion, d'apport	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Nombre d'actions cumulées	Capital après l'opération
16/04/1991	Création	250 000 F	-	2 500	100,00 F	2 500	250 000 F
19/11/1997	Augmentation de capital en numéraire	500 000 F	-	5 000			
25/06/1999	Augmentation de capital en numéraire	562 500 F	1 125 000 F	5 625	100,00 F	13 125	1 312 500 F
29/06/2001	Augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime d'émission	65 009,67 F	-	-	104,95 F	13 125	1 377 509,67 F
	Conversion du capital en euros	-	-	-	16,00 €	13 125	210 000 €
08/04/2004	Augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime d'émission	52 500 €	-	-	20,00 €	13 125	262 500 €
	Division du nominal par 100	-	-	1 299 375	0,20 €	1 312 500	262 500 €

18.11. Répartition du capital au 31/03/2013



(*) KAMINO est une société holding détenue à 50,10% par BARBERINE et à 49,90% par le FCPR Acto Capital II

(**) BARBERINE est un holding patrimonial détenu à 100% par Frédéric MARCHAL, Président Directeur Général d'INVENTORISTE

Il est rappelé que Frédéric MARCHAL s'est associé le 3 juillet 2009 à ACTO CAPITAL (Groupama Private Equity), au sein d'une structure baptisée KAMINO, pour accompagner la poursuite et le développement des activités d'INVENTORISTE. A l'issue de la période de garantie de cours, close le 24 août 2009, KAMINO détenait 94,875% du capital et des droits de vote du groupe INVENTORISTE et n'a pas à ce jour lancé d'offre d'achat.

Par ailleurs, aucun administrateur n'a déclaré avoir effectué d'acquisition ou de cession de titres INVENTORISTE au cours de l'exercice 2012/13.

18.12. Répartition du capital et des droits de vote au 31/03/2013

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
KAMINO	1 245 237	94,88%	1 245 237	94,88%
BARBERINE	2 339	0,18%	2 339	0,18%
Public	64 924	4,95%	64 924	4,95%
TOTAL	1 312 500	100,00%	1 312 500	100,00%

Il n'existe pas de droits de vote doubles.

18.13. Modifications intervenues dans la répartition du capital depuis le 1/04/2013

Néant.

18.14. Marché des titres de la société

Mnémonique	ALIVT
Code ISIN	FR0010082305
Place de cotation	NYSE Euronext Paris
Marché de cotation	Alternext
Catégorie de cotation	Continu
Horaire de cotation	De 9h00 à 17h30 puis fixing de clôture à 17h35
Période de négociation au derniers cours	Jusqu'à 17h40
Clôture définitive du marché	17h40
Appartenance à un indice	Indice Alternext Allshare : 0,64%
Capital au 31/12/2011	262 500 €
Nominal de l'action	0,20 €
Nombre de titres composant le capital	1 312 500
Autre ligne de cotation	Néant
Eligibilité PEA	Oui
Eligibilité SRD	Non
Cours d'introduction (le 19 mai 2004)	6,92 €
Cours au 31/12/2010	32,35 €
Cours au 31/12/2011	40,00 €
Cours au 31/12/2012	37,00 €
Cours au 31/03/2013	38,45 €
Flottant en % du capital au 31/03/2013	4,95%
Flottant en capitaux au 31/03/2013	2,5 M€
Classification sectorielle ICB	2700 – Biens et services industriels
Secteur	2790 – Services supports
Sous-secteur	2791 – Services d'appui professionnels
Capitalisation boursière à l'introduction (le 19 mai 2004)	9 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2010	42 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2011	52,5 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2012	48,6 M€
Capitalisation boursière au 31/03/2013	50,5 M€

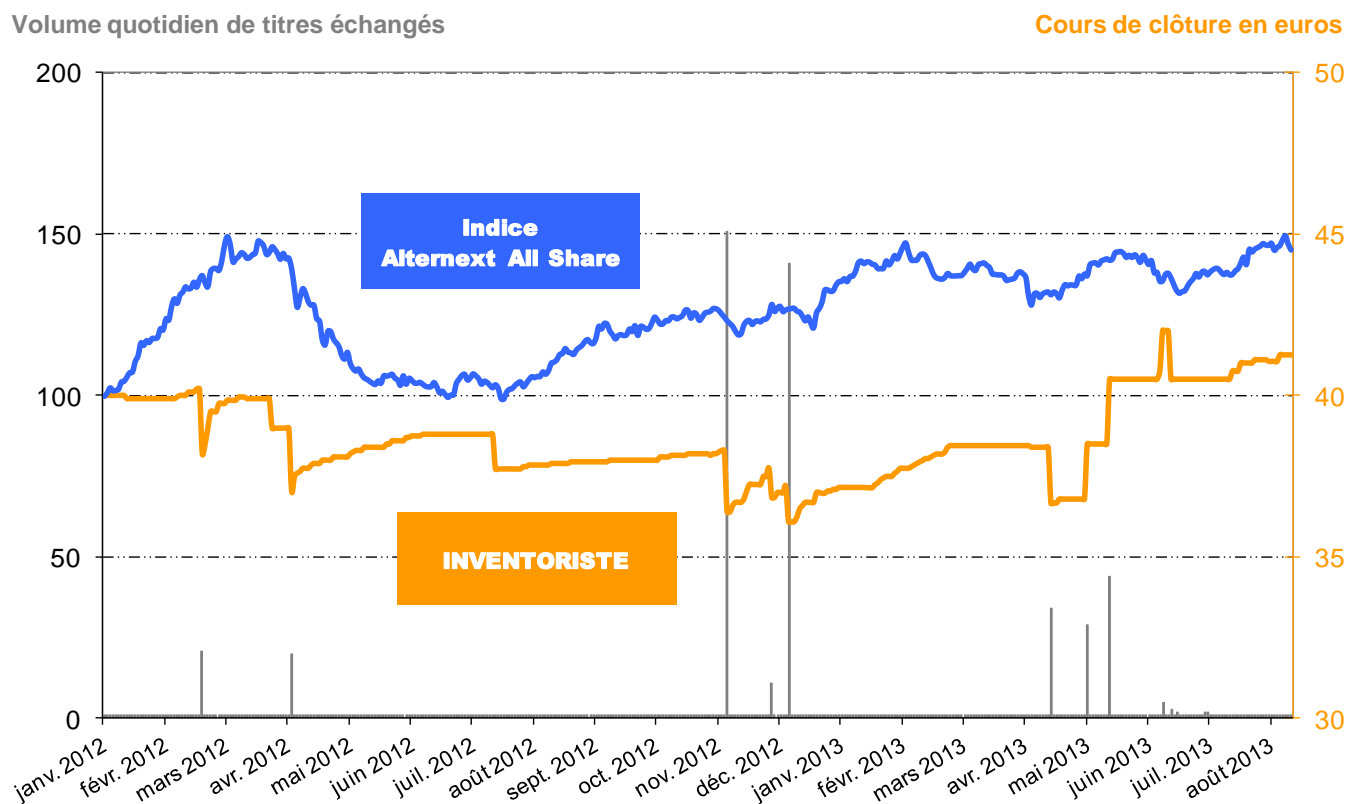
18.15. Activité boursière en 2012

	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUN	JUL	AUG	SEPT	OCT	NOV	DEC
Nombre de séances de bourse	22	21	22	19	22	21	23	22	20	23	22	19
Nombre de séances de cotation	22	21	22	19	22	21	23	22	20	23	22	19
Taux de cotation	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Premier cours du mois en €	40,00	39,90	39,75	38,99	38,10	38,60	38,80	37,80	37,95	38,00	38,20	37,50
Cours le plus haut en €	40,00	40,20	39,95	38,99	38,60	38,80	38,80	37,95	38,00	38,20	38,30	37,75
Cours le plus bas en €	39,90	38,20	38,99	37,05	38,10	38,60	37,73	37,80	37,95	38,00	36,40	36,10
Dernier cours du mois en €	39,90	39,75	38,99	38,10	38,60	38,80	37,73	37,95	38,00	38,20	37,50	37,00
Nombre de titres échangés	22	41	22	38	22	21	22	23	20	23	173	169
Taux de rotation du capital	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Capitalisation boursière en M€	52,4	52,2	51,2	50,0	50,7	50,9	49,5	49,8	49,9	50,1	49,2	48,6

18.16. Activité boursière en 2013

	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUN	JUL	AUG	SEPT	OCT	NOV	DEC
Nombre de séances de bourse	22	20	20	21	23	20	23	22				
Nombre de séances de cotation	22	20	20	21	23	20	23	22				
Taux de cotation	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%				
Premier cours du mois en €	37,00	37,40	38,19	38,45	36,67	40,50	41,99	40,75				
Cours le plus haut en €	37,30	38,15	38,45	38,45	40,50	42,00	41,99	41,25				
Cours le plus bas en €	36,98	37,40	38,19	38,40	36,67	40,50	40,50	40,75				
Dernier cours du mois en €	37,30	38,15	38,45	38,40	40,50	41,99	40,50	41,25				
Nombre de titres échangés	22	21	22	21	126	24	28	22				
Taux de rotation du capital	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%				
Capitalisation boursière en M€	49,0	50,1	50,5	50,4	53,2	55,1	53,2	54,1				

18.17. Graphe boursier depuis le 1^{er} janvier 2012



18.18. Apporteur de liquidité

TSAF – Tradition Securities And Futures
 253, Boulevard Pereire – 75852 PARIS cedex 17
 Téléphone : 01 40 74 15 45 - Fax 01 56 88 98 56
 E-mail : camille.tremeau@tsaf-paris.com

18.19. Etablissement bancaire chargé du service financier

CACEIS Corporate Trust
 14, rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux cedex 9

18.20. Participation des salariés

Il n'a pas été versé de participation en 2012/13 au titre d'INVENTORISTE SA, qui a un statut de holding depuis le 27/12/2007.
 Une participation aux fruits de l'expansion a par contre été attribuée aux salariés d'IVALIS France au titre de l'exercice 2012/13, pour un montant de 29 099 €.

18.21. Intéressement du personnel

Aucune politique d'intéressement n'est actuellement en place.

18.22. Dividendes

	2007	2008	2009	2010	2011	2012/13
Dividende global versé au titre de l'exercice	472 500 €	-	-	1 650 000 €	1 400 000 €	-
Nominal de l'action	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €
Nombre d'actions	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500
Dividende brut par action	0,36 €	-	-	1,26 €	1,06 €	-

19. Opérations avec des apparentés

19.1. Intérêts des dirigeants

- Intérêt des dirigeants dans le capital d'INVENTORISTE : cf. chapitre 18
- Intérêt des dirigeants dans le capital d'une société qui détient le contrôle d'INVENTORISTE : cf. chapitre 18
- Intérêts des dirigeants chez des clients ou fournisseurs significatifs : néant.
- Actifs détenus directement ou indirectement par les dirigeants et leur famille : néant.
- Il n'existe aucun conflit potentiel d'intérêt entre les organes d'administration et de direction.
- Il n'existe aucun lien familial entre les différents administrateurs du groupe.

19.2. Prêts et garanties accordés en faveur des organes d'administration et de direction

Néant

19.3. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale, non autorisées préalablement

Les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable par le conseil d'administration suite à une omission. Elles ont été approuvées a posteriori par le conseil d'administration du 5/07/2013.

Convention d'utilisation des outils et logiciels de réalisation des inventaires

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA met à la disposition de ses filiales d'exploitation le logiciel PCC, le logiciel WINDOUC et les outils relatifs à la réalisation des inventaires (scanners, matériels complémentaires) dont elle est propriétaire.
- Modalités : Cette mise à disposition est rémunérée de la manière suivante :
 - . Redevance de concession de licences de logiciels PCC et WINDOUC :
 250 € HT par PC utilisé, par mois, pour l'utilisation de PCC
 9 € HT par scanner utilisé, par mois, pour l'utilisation de WINDOUC
 - . Redevance de location de matériel :
 Scanners DTX7 : 15 € HT par scanner loué, par mois
 Matériels complémentaires aux scanners (prix unitaire par mois) :

DTX7	15,00 €
Battery	1,50 €
Craddle	3,00 €
Charger 20 pos	20,00 €
Charger 5 pos	5,00 €
Access Point	18,00 €

Pelicase 30 12,00 €

Pelicase 12 8,00 €

- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	249 244 €
IVALIS Deutschland :	66 008 €
IVALIS Inventarios :	313 643 €
IVALIS France :	1 260 827 €
IVALIS srl :	239 743 €
IVALIS Nederland :	0 €
IVALIS Polska :	130 925 €

Convention d'utilisation des outils de recrutement et de gestion des ressources (EspaceJob)

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA met à disposition des filiales d'exploitation des outils de recrutement et de gestion des ressources humaines (en particulier le portail internet EspaceJob) dont elle est propriétaire.
- Modalités : Cette mise à disposition est rémunérée de la manière suivante :
3 € HT par personne nouvelle inscrite sur le site internet
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	363 €
IVALIS Deutschland :	0 €
IVALIS Inventarios :	6 087 €
IVALIS France :	87 441 €
IVALIS srl :	0 €
IVALIS Nederland :	0 €
IVALIS Polska :	0 €

Convention de mise à disposition de la marque IVALIS, de marketing et de logiciels de gestion y compris maintenance

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA consent à chacune de ses filiales d'exploitation l'utilisation de la marque IVALIS, des logiciels de gestion et l'accomplissement de prestations de marketing.
- Modalités : INVENTORISTE SA perçoit au titre de ces mises à disposition et de cette prestation une redevance HT calculée de la manière suivante :

CA annuel	< 2 M€	De 2 à 5 M€	De 5 à 10 M€	De 10 à 20 M€	> 20 M€
Redevance	2,0% du CA	2,5% du CA	3,0% du CA	3,5% du CA	4,0% du CA

- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	126 118 €
IVALIS Deutschland :	14 564 €
IVALIS Inventarios :	121 200 €
IVALIS France :	656 440 €
IVALIS srl :	89 234 €

IVALIS Nederland :	14 026 €
IVALIS Polska :	8 135 €

Convention de management et de direction commerciale

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS srl, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA apporte à chacune de ses filiales son assistance en matière de management et de direction commerciale.
- Modalités : Cette mise à disposition est rémunérée de la manière suivante :
Coûts engagés par la société INVENTORISTE SA pour la réalisation de sa mission + une marge de 5%
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	241 816 €
IVALIS Deutschland :	30 681 €
IVALIS Inventarios :	230 370 €
IVALIS France :	969 998 €
IVALIS srl :	174 932 €
IVALIS Nederland :	29 342 €
IVALIS Polska :	17 444 €

Convention de prêt intragroupe

- Sociétés concernées : IVALIS Nederland et IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant des filiales IVALIS Nederland et IVALIS Technology.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA apporte à ses filiales une avance en compte courant pour un montant maximum de 500 000 € chacune.
- Modalités : Ces avances sont rémunérées au taux Euribor 3 mois majoré de 1% à la date de mouvement ou en fin de mois.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à 2 193 € pour IVALIS Technology et à 515 € pour IVALIS Nederland.

Convention de gestion du parc des scanners

- Sociétés concernées : IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS Technology.
- Nature et objet : IVALIS Technology prend en charge la gestion du parc de scanners dont INVENTORISTE SA est propriétaire.
- Modalités : IVALIS Technology facture sa prestation 5 000 € HT par mois.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à 75 000 €.

Convention de développement d'applications informatiques nouvelles et/ou amélioration des applications existantes

- Sociétés concernées : IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS Technology.
- Nature et objet : IVALIS Technology réalise au profit d'INVENTORISTE SA le développement d'applications nouvelles et/ou l'amélioration des applications existantes.

- Modalités : IVALIS Technology facture sa prestation en fonction des coûts engagés pour l'accomplissement de sa mission (salaires bruts) auxquels un coefficient de 2 est appliqué.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à 458 639 €.

Convention d'infogérance

- Sociétés concernées : IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS Technology.
- Nature et objet : IVALIS Technology apporte son assistance au suivi du bon fonctionnement du système d'information utilisé par les sociétés du groupe IVALIS.
- Modalités : IVALIS Technology facture sa prestation 18 000 € par mois.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à 270 000 €.

Convention de subvention commerciale

- Sociétés concernées : IVALIS srl.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS srl.
- Nature et objet : INVENTORISTE SA a signé le 29/03/2013 une convention avec ISALIS srl par laquelle elle consent à sa filiale une subvention commerciale de 570 000 €.

Convention de subvention d'équilibre

- Sociétés concernées : IVALIS Polska.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS Polska.
- Nature et objet : INVENTORISTE SA a signé le 29/03/2013 une convention avec ISALIS Polska par laquelle elle a consenti à sa filiale une subvention d'équilibre de 923 429,02 €.

19.4. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale, modifiées au cours de l'exercice écoulé

Convention de prêt intragroupe

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de la filiale IVALIS Deutschland.
- Nature et objet : INVENTORISTE SA a mis à disposition en 2011 une ligne de crédit au profit d'IVALIS Deutschland d'un montant maximum de 500 000 €. Le montant maximum de cette ligne de crédit a été porté de 500 000 à 1 200 000 €.
- Modalités : Les modalités de rémunération des avances restent inchangées, à savoir Euribor 3 mois + 1% à la date de mouvement ou en fin de mois.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à 8 385 €.

Convention de mise à disposition de personnel

- Sociétés concernées : IVALIS France.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et Président de la filiale IVALIS France.
- Nature et objet : La société IVALIS France a mis depuis 2011 à disposition d'INVENTORISTE SA un de ses salariés, Mr Christophe DUPONT, Directeur général, en vue d'apporter son expertise au groupe IVALIS en matière commerciale et marketing.

- Modalités : IVALIS France facture à INVENTORISTE SA un forfait de 5 250 € par trimestre et refacture les frais engagés par Mr Christophe DUPONT dans l'accomplissement de sa mission.
- Les charges comptabilisées au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevées à 26 250 € au titre de la prestation et 13 822 € au titre des frais.

Rémunération du président

- Société concernée : INVENTORISTE SA
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA.
- Nature et objet : Lors de sa séance du 18/04/2011, le conseil d'administration a fixé la rémunération du président, Mr Frédéric MARCHAL, à la somme de 6 250 € bruts par mois à compter du 1/01/2011. Le conseil d'administration a également autorisé Mr Frédéric MARCHAL à bénéficier : d'un avantage en nature véhicule dont le montant s'est élevé pour l'exercice 2012/13 à 698,22 € par mois, d'une prime de vacance dont le montant s'est élevé pour l'exercice 2012/13 à 840,97 € bruts.

19.5. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Convention de prêt intragroupe

- Sociétés concernées : IVALIS France, IVALIS Belgium, IVALIS srl, IVALIS Inventarios et IVALIS Polska.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant ou président des filiales précitées.
- Nature et objet : La société INVENTORISTE SA met à disposition de ses filiales une ligne de crédit d'un montant de 500 000 € (800 000 € pour IVALIS Polska), afin de leur permettre de financer les besoins liés à leur exploitation et leur programme d'investissements.
- Modalités : Chaque avance porte intérêt au taux de Euribor 3 mois majoré de 1 point ; les intérêts sont calculés en fin de mois et payés en fin de trimestre.
- La durée de cette convention est indéterminée.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2013 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	0 €
IVALIS Inventarios :	7 051 €
IVALIS France :	3 322 €
IVALIS srl :	9 432 €
IVALIS Polska :	12 117 €

Convention d'assistance à la réalisation de prestations de services

- Sociétés concernées : IVALIS France, IVALIS Belgium, IVALIS srl, IVALIS Inventarios et IVALIS Polska.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant ou président des filiales précitées détenues à 99 ou 100% par la société INVENTORISTE SA.
- Nature et objet : Réalisation de prestations de services par une filiale à la demande de la société INVENTORISTE SA à une autre filiale ou entre les filiales elles-mêmes (assistance technique à l'encadrement et à la réalisation des inventaires, fourniture de matériels).
- Modalités : La rémunération de ces prestations est effectuée sur une base forfaitaire valorisée de la manière suivante :

<i>Chef d'équipe (par jour) :</i>	385 € HT
<i>Chef de zone (par jour) :</i>	245 € HT
<i>Opérateur de saisie (par heure) :</i>	23 € HT
<i>Location de douchette (par jour) :</i>	10 € HT
- La durée de cette convention est indéterminée.
- Aucun produit n'a été comptabilisé au 31/03/2013 dans les comptes d'INVENTORISTE SA au titre de cette convention.

Convention d'assistance avec la société BARBERINE

- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société INVENTORISTE SA et gérant de l'EURL BARBERINE, qui détient 50,10% du capital de KAMINO qui détient elle-même 94,87% d'INVENTORISTE SA.
- Nature et objet : BARBERINE fournit à INVENTORISTE SA, en complément de l'assistance juridique et commerciale, les services suivants : direction opérationnelle, gestion du développement, définition et mise en œuvre de la stratégie, étude de toute potentialité de développement international.
- Modalités : En contrepartie de ces prestations, la société BARBERINE percevra des honoraires calculés sur la base d'un taux journalier de 2 500 €.
- Les prestations facturées sur l'exercice clos le 31/03/2013 au titre de cette convention s'élèvent à 342 500 €.

19.6. Rapport spécial des CAC sur les conventions réglementées

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

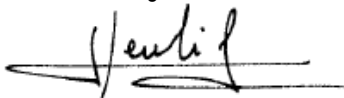
Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Fait à Courbevoie et Paris, le 12 septembre 2013,

Les commissaires aux comptes,

Gonzague SENLIS



MAZARS

Pierre PREJEAN



PREJEAN AUDIT ET CONSEIL

20. Opérations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats



Comptes consolidés

Exercice clos le 31/03/2013

Les comptes consolidés ont été établis en application du règlement CRC 99-02.

Comptes consolidés au 31/03/2013

Bilan actif

En €	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Total survaleurs	893 548	1 128 692	1 316 807
Frais d'établissement	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	5 957	7 869	8 829
Autres immobilisations incorporelles	188 787	112 557	33 132
Immobilisations incorporelles en cours	429 723	166 565	91 963
Immobilisations incorporelles	624 467	1 415 683	1 450 731
Terrains	-	-	-
Constructions	23 396	-	-
Installations techniques, matériels & outillages Industriels	31 048	125 043	147 011
Autres immobilisations corporelles (*)	2 132 793	1 204 006	782 918
Immobilisations corporelles en cours	-	-	36 585
Immobilisations corporelles	2 187 237	1 329 049	966 514
Participations	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	86 399	74 730	50 140
Immobilisations financières	86 399	74 730	50 140
Total actif immobilisé	3 791 651	2 819 462	2 467 385
Matières premières et autres approvisionnements	87 086	73 109	48 801
En cours de production de biens et services	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-
Marchandises	-	-	-
Stocks et encours	87 086	73 109	48 801
Avances et acomptes versés sur commandes	20 239	6 697	7 597
Clients et comptes rattachés	8 072 891	9 569 802	11 739 123
Créances sociales	20 398	10 001	22 277
Créances fiscales	1 041 077	1 086 515	1 235 576
Autres créances	1 709 330	260 446	231 385
Créances	10 863 935	10 933 461	13 235 958
Actions propres	-	-	-
Valeurs mobilières	465 291	2 516 356	1 672 499
Instruments de trésorerie	-	-	-
Disponibilités	3 655 923	4 468 657	3 381 734
Total actif circulant	15 072 235	17 991 583	18 338 992
TOTAL ACTIF	18 863 886	20 811 045	20 806 377

(*) Dont immobilisations corporelles en crédit-bail

512

27 673

132 475

Comptes consolidés au 31/03/2013

Bilan Passif

En €	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Capital	262 500	262 500	262 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport	109 094	109 094	109 094
Réserve légale	26 250	26 250	26 250
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-
Autres réserves	-612 501	-575 279	-246 371
Report à nouveau	6 516 568	6 728 761	7 703 405
Résultat de l'exercice	254 125	1 160 572	348 881
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Ecart de conversion capitaux propres AN	26 513	-851	-
Ecart de conversion capitaux propres de l'année	-19 717	10 344	106
Ecart de conversion sur le résultat	-625	17 020	-957
Capitaux propres part du groupe	6 562 207	7 738 412	8 202 908
Résultat des minoritaires	1 444	2 141	1 050
Réserves des minoritaires	2 016	29	-1 021
Total capitaux propres	6 565 667	7 740 582	8 202 938
Provision pour impôts différés	170	871	816
Provision pour risques et charges	567 170	386 763	81 718
Provisions	567 340	387 634	82 534
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 688 493	348 788	27 622
Dettes financières de crédit-bail	695	27 028	134 595
Concours bancaires courants	58 856	16 066	2 574
Intérêts courus non échus	757	-	-
Dettes financières	1 748 801	391 882	164 791
Fournisseurs et comptes rattachés	5 248 431	7 094 822	7 806 836
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	121 943	268 469	236 045
Dettes sociales	2 003 169	1 819 506	1 706 971
Dettes fiscales	2 002 916	2 380 874	2 218 476
Dettes d'exploitation	9 376 459	11 563 671	11 968 328
Fournisseurs d'immobilisations	-	-	-
Comptes courants créditeurs	57 751	49 629	2 285
Dettes fiscales (IS)	433 660	610 953	193 521
Dettes diverses	85 308	66 669	183 016
Instruments de trésorerie	12 770	-	-
Produits constatés d'avance	16 130	26	8 965
Dettes diverses	605 619	727 277	387 787
Total dettes	11 730 879	12 682 830	12 520 905
TOTAL PASSIF	18 863 886	20 811 045	20 806 377

Comptes consolidés au 31/03/2013

Compte de résultat

En €

	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Ventes de marchandises	-	-	27 887
Total ventes de marchandises	-	-	27 887
Production vendue de services	39 413 038	32 830 073	26 016 945
Total chiffre d'affaires	39 413 038	32 830 073	26 044 832
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	291 928	38 017	36 585
Produits partiels sur opérations à long terme	-	-	-
Subventions d'exploitation	-	-	-
Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	146 999	5 924	26 109
Autres produits d'exploitation	107 974	117 482	14 839
Transfert de charges d'exploitation	85 873	65 365	52 198
Total produits d'exploitation	40 045 812	33 056 861	26 174 564
Achats de marchandises	-	5 177	7 605
Variations de stocks de marchandises	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	3 830	5 989	3 277
Variations de stocks de matières premières et autres approvisionnements	11 199	-24 107	9 282
Achat de sous-traitance	-	-	58 525
Achats non stockés, matériels et fournitures	461 786	436 866	331 243
Autres services extérieurs	3 115 255	1 937 126	1 642 456
Autres charges externes	18 263 955	15 806 031	13 685 074
Impôts, taxes et versements assimilés	724 937	536 776	429 551
Rémunération du personnel	10 279 416	7 474 611	6 211 732
Charges sociales	4 739 750	3 346 967	2 226 941
Participation des salariés	29 099	103 211	-
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	1 519 971	819 287	472 063
Autres charges d'exploitation	83 778	74 533	48 665
Total charges d'exploitation	39 232 976	30 522 467	25 126 414
Résultat d'exploitation	812 836	2 534 394	1 048 150

.../...

.../...

Résultat d'exploitation	812 836	2 534 394	1 048 150
Autres produits de participations	1 123	392	30
Revenus des autres créances et VMP	14 555	9 199	5 460
Escomptes obtenus	558	14	-
Gains de change	17	-	733
Produits nets sur cession de VMP	3 103	-	2 294
Autres produits financiers	3 184	163	77
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, transferts de charges	-	-	-
Total produits financiers	22 540	9 768	8 594
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	58 088	9 014	16 593
Escomptes accordés	1 067	5 520	5 875
Pertes de change	53 966	2 054	100
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Autres charges financières	-	241	111
Total charges financières	113 121	16 829	22 679
Résultat financier	-90 581	-7 061	-14 085
Résultat courant avant impôts	722 255	2 527 333	1 034 065
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	104 319	23 541	100
Produits de cession d'immobilisations corporelles	-	-	15 888
Autres produits exceptionnels	25 192	11 529	24
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, transferts de charges	-	-	-
Total produits exceptionnels	129 511	35 070	16 012
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 569	19 071	41 082
Charges sur exercices antérieurs	28	836	10 955
VNC des immobilisations incorporelles cédées	157 769	4 740	2 779
VNC des immobilisations corporelles cédées	-	10 963	17 019
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	69 977	13 280	16 809
Total charges exceptionnelles	230 343	48 890	88 644
Résultat exceptionnel	-100 832	-13 820	-72 632
Impôts sur les bénéfices	463 632	1 222 776	428 745
Impôts différés	-332 922	-60 091	-5 359
Résultat net des sociétés intégrées	490 713	1 350 828	538 046
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Amortissement des écarts d'acquisition	235 144	188 115	188 115
Résultat net de l'ensemble consolidé	255 569	1 162 713	349 931
Résultat - part des minoritaires	1 444	2 141	1 050
RESULTAT NET PART DU GROUPE	254 125	1 160 572	348 881

Comptes consolidés au 31/03/2013

Soldes intermédiaires de gestion

En €	2012/13 15 mois	% du CA	2011 12 mois	% du CA	2010 12 mois	% du CA
Chiffre d'affaires	39 143 038	100,0%	32 830 073	100,0%	26 044 833	100,0%
Ventes de marchandises	-	-	-	-	-	-
Coût d'achat des marchandises vendues	-	-	-	-	-	-
Production vendue	39 413 038	100,0%	32 830 073	100,0%	26 044 833	100,0%
Production immobilisée	291 928	0,7%	38 017	0,1%	36 585	0,1%
Production de l'exercice	39 704 966	100,7%	32 868 090	100,1%	26 081 418	100,1%
Production + ventes de marchandises	39 704 966	100,7%	32 868 090	100,1%	26 081 418	100,1%
Achat de matières premières et approvisionnements	3 830	0,0%	5 989	0,0%	3 277	0,0%
Variation de stocks de marchandises	11 199	0,0%	-24 107	-0,1%	9 282	0,0%
Sous-traitance directe	-	-	-	-	-	-
Marge brute de production	39 689 937	100,7%	32 886 208	100,2%	26 068 859	100,1%
Marge brute globale	39 689 937	100,7%	32 886 208	100,2%	26 068 859	100,1%
Autres achats et charges externes	21 840 996	55,4%	18 185 200	55,4%	15 724 903	60,4%
Valeur ajoutée	17 848 941	45,3%	14 701 008	44,8%	10 343 956	39,7%
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Impôts et taxes	724 937	1,8%	536 776	1,6%	429 551	1,6%
Rémunérations	10 279 416	26,1%	7 474 611	22,8%	6 211 732	23,9%
Charges sociales	4 739 750	12,0%	3 346 967	10,2%	2 226 941	8,6%
Participation des salariés	29 099	0,1%	103 211	0,3%	-	-
Excédent brut d'exploitation	2 075 739	5,3%	3 239 443	9,9%	1 475 732	5,7%
Reprises sur amort. & transferts de charges	232 872	0,6%	71 289	0,2%	78 307	0,3%
Autres produits de gestion courante	107 974	0,3%	117 482	0,4%	14 839	0,1%
Dotations aux amortissements, dépr. et prov.	1 519 971	3,9%	819 287	2,5%	472 063	1,8%
Autres charges de gestion courante	83 778	0,2%	74 533	0,2%	48 665	0,2%
Résultat d'exploitation	812 836	2,1%	2 534 394	7,7%	1 048 150	4,0%
Produits financiers	22 540	0,1%	9 768	0,0%	8 594	0,0%
Charges financières	113 121	0,3%	16 829	0,0%	22 679	0,2%
Résultat courant	722 255	1,8%	2 527 333	7,7%	1 034 065	4,0%
Produits exceptionnels	129 511	0,3%	35 070	0,1%	16 012	0,1%
Charges exceptionnelles	230 343	0,6%	48 890	0,2%	88 644	0,3%
Résultat exceptionnel	-100 832	-0,3%	-13 820	-0,0%	-72 632	-0,3%
Impôt sur les bénéfices	130 710	0,3%	1 162 685	3,5%	423 386	1,6%
Amortissement des écarts d'acquisition	235 144	0,6%	188 115	0,6%	188 115	0,7%
Résultat - part des minoritaires	-1 444	-0,0%	-2 141	-0,0%	-1 050	-0,0%
RESULTAT NET	254 125	0,6%	1 160 572	3,5%	348 881	1,3%

Comptes consolidés au 31/03/2013

Tableau des flux de trésorerie

En €

	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Résultat du groupe	255 569	1 162 713	349 931
+ Dotations aux amortissements	1 459 614	819 287	472 063
+ Dotations aux provisions	69 977	13 280	16 809
+ Dotations aux amortissements goodwill	235 144	188 115	188 115
- Reprises sur amortissements et provisions	-151 317	-5 924	-26 109
- Impact de la production immobilisée	-111 660	-	-
+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	157 769	15 703	19 798
- Prix de cession des éléments d'actif cédés	-104 319	-23 541	-15 988
Capacité d'autofinancement	1 810 777	2 169 633	1 004 620
Stocks et encours	13 977	-24 308	-17 789
Avances et acomptes versés	-	-	-
Créances clients	-1 496 912	2 169 320	-6 616 885
Autres créances	1 427 385	133 176	818 111
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Dettes fournisseurs	1 846 391	-712 014	3 713 496
Autres dettes	462 479	610 521	1 756 406
Variation du BFR	-2 253 320	2 176 695	-346 661
Flux net de trésorerie lié à l'activité	-442 543	4 346 328	657 959
Acquisitions d'immobilisations	-2 463 619	-1 050 688	-671 664
Cessions d'immobilisations	103 293	23 541	15 988
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-2 360 327	-1 027 147	-655 676
Dividendes versés aux actionnaires	-1 400 667	-1 602 656	-
Remboursements d'emprunts dans l'exercice	-434 465	-119 237	-
Emprunts souscrits dans l'exercice	1 731 413	320 000	-
Flux net de trésorerie lié aux financements	-103 719	-1 401 893	-
VARIATION DE TRESORERIE	-2 906 589	1 917 288	2 283
Trésorerie nette d'ouverture	6 968 947	5 051 659	5 049 376
Trésorerie nette de clôture	4 062 358	6 968 947	5 051 659

Comptes consolidés au 31/03/2013

Annexe

Informations générales

La société INVENTORISTE et ses filiales sont spécialisées dans la réalisation d'inventaires physiques.

La société INVENTORISTE est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est à Maurepas.

Les états financiers consolidés au 31/03/2013 ont été arrêtés le 5/07/2013 par le conseil d'administration. Ils sont exprimés en euros.

L'exercice comptable a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait du changement de la date d'arrêté comptable du 31/12 au 31/03.

Evènements significatifs de l'exercice

- Déploiement de la technologie Wifi dans l'ensemble des filiales opérationnelles du groupe.
- Développement commercial de la filiale allemande.

Evènements postérieurs à la clôture

Acquisition le 14 juin 2013 par la société INVENTORISTE du groupe allemand SIGMA, plus important prestataire indépendant d'inventaires physiques en Allemagne, en Suisse et en Autriche. Fort d'environ 250 collaborateurs permanents, le groupe SIGMA possède 4 agences en Allemagne (Chemnitz, Stuttgart, Leipzig et Bamberg), 1 agence en Suisse (Lucerne) et 1 agence en Autriche (Brunn). Le groupe SIGMA a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ pour un EBITDA de 1,7 M€, avec une situation de trésorerie nette positive au 31/12/2012.

Le groupe SIGMA sera consolidé au 1^{er} juillet 2013 dans les comptes d'INVENTORISTE SA. Son acquisition a été financée par emprunt auprès d'OSEO et d'un pool bancaire conduit par la SOCIETE GENERALE.

La couverture géographique et le fonds de commerce de SIGMA sont complémentaires de ceux d'IVALIS DEUTSCHLAND et permettront au groupe IVALIS de se positionner désormais comme n°2 du marché allemand des inventaires, n°1 en Suisse et en Autriche. Fort d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 M€, le Groupe IVALIS dans sa nouvelle configuration se positionne en tant que leader du marché en Europe continentale.

Par ailleurs le groupe IVALIS, qui a pour ambition d'être présent en dehors de l'Europe afin d'accompagner les acteurs majeurs de la distribution, a créé en juin 2013 une filiale au Brésil (IVALIS Servicos de estoque LTDA).

Principes généraux et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente sur toutes les périodes présentées.

Les comptes du groupe INVENTORISTE sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France et notamment le règlement 99-02 du Comité de réglementation comptable du 29/04/1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base (continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, indépendance des exercices) et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Base de préparation des états financiers

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont éventuellement retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

La modification de la date d'arrêté comptable au 31 mars a conduit les différentes entités du groupe à modifier la date de leur arrêté comptable, passant du 31 décembre au 31 mars. Les sociétés, auxquelles le droit local n'a pas permis de réaliser un exercice exceptionnel de 15 mois, ont réalisé un exercice comptable de douze mois clos le 31 décembre 2012 et un exercice comptable de 3 mois clos le 31 mars 2013.

Méthode de consolidation

Les filiales intégrées globalement sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont "déconsolidées" à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les filiales du groupe sont toutes intégrées globalement. Il n'existe à l'heure actuelle aucune filiale intégrée par mise en équivalence ou par intégration proportionnelle.

Conversion

Toutes les sociétés et les participations se situent dans la zone Euro à l'exception d'IVALIS Polska.

La méthode de conversion retenue pour la filiale hors zone euro est la suivante :

- Taux de change du 31 mars 2013 pour le bilan.
- Taux de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat.

Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs identifiables, des passifs identifiables et des passifs éventuels pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'écart constaté entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'intérêt du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif du bilan et fait l'objet d'un amortissement sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Au 31/03/2013, l'écart d'acquisition qui figure au bilan concerne la filiale CONSULT-IN, qui a été fusionnée avec IVALIS Belgium en 2011. L'écart d'acquisition est amorti depuis l'exercice 2010 de manière linéaire sur une durée de 8 ans.

L'écart d'acquisition net d'amortissement fait par ailleurs l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur et au moins une fois par an lors de la clôture annuelle des comptes. La valeur d'utilité de cet actif est déterminée selon les projections de flux de trésorerie futurs actualisés, établis sur les bases des budgets pluriannuels établis par la direction en fonction des résultats passés et des tendances de développement long terme des marchés concernés.

Contrats de location

Les contrats de location, qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur (qualifiés de location-financement) sont comptabilisés de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur au commencement du contrat.
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan.
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Si le contrat est qualifié de contrat de location-financement du fait de l'option d'achat considérée comme attractive, le bien est amorti selon les règles appliquées par le Groupe.

Par opposition aux contrats de location-financement, les contrats de location simple font l'objet d'une comptabilisation de la charge de loyers au compte de résultat. Ceux-ci sont constatés en résultat de façon linéaire sur l'ensemble de la durée de location.

Actifs financiers / Prêts, titres de participation non consolidés, dépôts, cautionnements et autres créances immobilisés

Ces actifs sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les immobilisations financières. Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur.

Stocks et travaux en cours

Les stocks sont évalués selon la méthode du dernier prix d'achat connu. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les stocks sont principalement constitués des consommables d'inventaire.

Clients, comptes rattachés

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en dotations aux provisions.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Ces provisions ne sont pas actualisées, l'impact de l'actualisation n'étant pas significatif.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les valeurs comptables brutes des immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat après déduction des Réductions, Remises ou Rabais et escomptes obtenus, et frais accessoires directement attribuables aux immobilisations). Les frais accessoires qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre à l'actif en place et en l'état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction sont comptabilisés en charge.

Le coût des emprunts spécifiques à l'acquisition (ou à la production) d'immobilisations est comptabilisé en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue. Par simplification, la durée d'usage est retenue pour les biens non décomposables à l'origine :

- Agencement et aménagement des constructions : 5 à 10 ans
- Mobilier de bureau, matériel informatique : 1 à 8 ans
- Logiciels : 1 à 5 ans

Frais de recherche et développement

Le projet CORELIA, relatif au développement d'un système de planification interne à l'entreprise, a été activé le 31/03/2013. Quatre autres projets sont en cours de développements, le montant activé à ce stade s'élève à 429 723 €. Il s'agit :

- Projet N°2 CRM
- Projet N°3 ERP
- Projet N°4 Préparation d'inventaires
- Projet N°5 Planning Hebdomadaire

La méthode comptable choisie est l'inscription à l'actif. Les frais de développement sont constitués de prestations externes de conseil et d'aide au développement comptabilisées à la facturation et d'heures internes valorisés. Les coûts activés sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. La société appliquant le règlement CRC 2004-06, les montants activés à ce stade s'élèvent à 429 723 €.

Engagements de retraites et assimilés

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Ces engagements, concernant les salariés employés en France font l'objet d'une provision pour charges dans les comptes consolidés.

Le Groupe évalue chaque année ses obligations envers les régimes à prestations définies selon les méthodes actuarielles propres au Groupe. Ces engagements font l'objet d'une évaluation et sont provisionnés. Les paramètres techniques utilisés sont ceux de la branche d'activité concernée, une rotation faible du personnel, un taux d'actualisation de 2,5%, la méthode prospective, avec départ à l'initiative du salarié et charges comprises. Au 31/03/2013, la provision comptabilisée s'élève à 122 180 €.

Impôts différés

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition en vigueur. Le taux d'impôt a été déterminé selon les réglementations dans les pays concernés. Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable. La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Elles correspondent aux liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les "emprunts". Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur historique. Une provision pour dépréciation est constatée en cas de moins value latente.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat est le résultat net revenant au groupe.

Le résultat dilué par action correspond au résultat net de l'exercice, part du groupe, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions qui est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Ces informations sont détaillées dans le tableau suivant :

En €	2012/13	2011	2010
Résultat consolidé Groupe	255 569	1 162 713	349 931
Résultat des minoritaires	1 444	2 141	1 050
Résultat part du Groupe	254 125	1 160 572	348 881
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	1 312 500	1 312 500	1 312 500
Résultat net part du Groupe par action	0,19	0,88	0,27
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution	n/a	n/a	n/a
Résultat dilué par action	n/a	n/a	n/a

Périmètre de consolidation au 31/03/2013

Sociétés	Siège social	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
INVENTORISTE SA	Maurepas	Société consolidante		
IVALIS France	Maurepas	100%	100%	Intégration globale
IVALIS INVENTARIOS	Madrid	99%	99%	Intégration globale
IVALIS SRL (*)	Milan	100%	100%	Intégration globale
IVALIS BELGIUM	Bruxelles	99,89%	99,89%	Intégration globale
IVALIS DEUTSCHLAND	Ratingen	100%	100%	Intégration globale
IVALIS POLSKA	Varsovie	100%	100%	Intégration globale
IVALIS NEDERLAND	Eg Haarlem	100%	100%	Intégration globale
IVALIS TECHNOLOGY	Maurepas	100%	100%	Intégration globale

(*) IVALIS SRL est appelée IVALIS Italia par souci de clarté dans le reste du document.

Le numéro SIREN des 3 entités françaises est le suivant :

- INVENTORISTE SA 381 503 531
- IVALIS France 500 005 624
- IVALIS Technology 514 047 604

Notes sur les postes du bilan et du compte de résultat

Capital social

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Actions composant le capital social au début de l'exercice	1 312 500	0,20 €	262 500 €
Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-	-	-
Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice	-	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice	1 312 500	0,20 €	262 500 €

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges

Chacun des litiges connus a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes au 31/03/2013 et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

En €	31/12/2011	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/03/2013
Litiges	330 242	224 748	110 000	444 990
Retraite	56 521	69 977	4 318	122 180
Provisions	871	-	701	170
Total	387 634	294 725	115 019	567 340

Les provisions concernent des litiges (444 990 €), des indemnités de fin de carrière du personnel (122 180 €) et des impôts (170 €).

Provisions pour dépréciations

Les provisions sur les postes d'actifs sont les suivants :

En €	31/03/2013	31/12/2011	31/12/2010
Marchandises	-	-	-
Clients et comptes rattachés	127 323	66 764	39 405
Autres créances	8 419	8 419	-
Valeurs mobilières	-	-	-
Total provisions	135 742	75 183	39 405

Immobilisations et amortissements

En €	Installations techniques	Immobilisations crédit-bail	Autres immobilisations corporelles	Total
INVENTORISTE SA	-	376 880	2 530 202	2 907 082
IVALIS Technology	-	-	103 372	103 372
IVALIS France	-	766 885	474 774	1 241 659
IVALIS Italia	56 044	-	17 589	73 633
IVALIS Inventarios	4 612	-	195 710	200 322
IVALIS Belgium	-	-	401 365	401 365
IVALIS Polska	-	-	36 924	36 924
IVALIS Deutschland	-	-	24 800	24 800
Total immobilisations corporelles	60 656	1 143 765	3 784 736	4 989 157

<i>En €</i>	Brevets	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	Goodwill	Total
INVENTORISTE SA	14 896	386 002	429 723	1 504 922	2 335 543
IVALIS Technology	1 063	282 112	-	-	283 175
IVALIS France	-	43 648	-	-	43 648
IVALIS Italia	150	-	-	-	150
IVALIS Inventarios	6 094	-	-	-	6 094
IVALIS Belgium	-	2 190	-	-	2 190
IVALIS Polska	-	377	-	-	377
Total immobilisations incorporelles	22 203	714 329	429 723	1 504 922	2 671 177

<i>En €</i>	Brut 31/12/2011	Investissements 2012/13	Sorties 2012/13	Brut 31/03/2013
Immobilisations incorporelles	2 104 673	892 461	325 957	2 671 177
Immobilisations corporelles	3 701 505	2 464 304	1 176 652	4 989 157
Immobilisations financières	74 730	11 669	-	86 399
Total mouvements	5 880 908	3 368 434	1 502 609	7 745 733

Etat des amortissements cumulés

<i>En €</i>	Installations techniques	Immobilisations crédit-bail	Autres immobilisations corporelles	Total
INVENTORISTE SA	-	421 742	791 674	1 213 416
IVALIS Technology	-	-	23 272	23 272
IVALIS France	-	721 511	368 498	1 090 009
IVALIS Italia	29 608	-	6 745	36 353
IVALIS Inventarios	-	-	151 517	151 517
IVALIS Belgium	-	-	263 232	263 232
IVALIS Polska	-	-	17 860	17 860
IVALIS Deutschland	-	-	6 261	6 261
Total immobilisations corporelles	29 608	1 143 253	1 629 059	2 801 920

<i>En €</i>	Brevets	Autres immobilisations incorporelles	Goodwill	Total
INVENTORISTE SA	9 182	240 014	611 374	860 570
IVALIS Technology	1 063	239 664	-	240 727
IVALIS France	-	43 322	-	43 322
IVALIS Italia	150	-	-	150
IVALIS Inventarios	5 851	-	-	5 851
IVALIS Belgium	-	2 165	-	2 165
IVALIS Polska	-	377	-	377
Total immobilisations incorporelles	16 246	525 542	611 374	1 153 162

Etat des dotations aux amortissements de l'exercice

<i>En €</i>	Amortissements immobilisations corporelles	Retraitements crédit-bail	Total
INVENTORISTE SA	822 619	15 129	837 748
IVALIS Technology	23 271	-	23 271
IVALIS France	85 505	12 032	97 537
IVALIS Inventarios	36 880	-	36 880
IVALIS Italia	27 828	-	27 828
IVALIS Belgium	81 797	-	81 797
IVALIS Polska	7 242	-	7 242
IVALIS Deutschland	6 126	-	6 126
Total immobilisations corporelles	1 091 268	27 161	1 118 429

<i>En €</i>	Amortissements immobilisations incorporelles	Amortissement goodwill	Total
INVENTORISTE SA	38 368	235 144	273 512
IVALIS Technology	41 171	-	41 171
IVALIS France	1 002	-	1 002
IVALIS Inventarios	5 451	-	5 451
IVALIS Italia	-	-	-
IVALIS Belgium	298	-	298
IVALIS Polska	377	-	377
IVALIS Deutschland	-	-	-
Total immobilisations incorporelles	86 667	235 144	321 811

Rémunération des dirigeants

Les rémunérations accordées aux organes de direction ne sont pas précisées car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

Tableau de variation des capitaux propres

<i>En K€</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Minoritaires	Total
Situation à l'ouverture	262,5	109,1	7 340,3	26,5	7 738,4	2,1	7 740,5
Résultat de la période	-	-	254,13	-	254,13	1,44	255,57
Dividendes	-	-	-1 400,00	-	-1 400,00	-	-1 400,00
Autres variations	-	-	-9,99	-20,33	-30,32	-0,08	-30,40
Situation à la clôture	262,5	109,1	6 184,44	6,17	6 562,21	3,46	6 565,67

Ventilation du chiffre d'affaires par zone d'activité

En €	31/03/2013	31/12/2011	31/12/2010
France	22 870 234	20 151 619	15 856 255
Espagne	5 348 089	5 204 275	3 748 440
Italie	4 090 766	3 746 437	3 126 484
Belgique	5 411 398	3 523 666	3 269 399
Pays-Bas	668 043	-	-
Pologne	306 348	193 512	44 255
Allemagne	718 160	10 564	-
Total chiffre d'affaires	39 413 038	32 830 073	26 044 833

Effectif permanent moyen

	31/03/2013	31/12/2011	31/12/2010
France (dont INVENTORISTE SA et IVALIS Technology)	85	78	75
Espagne	22	16	15
Italie	13	12	7
Belgique	17	14	13
Pays-Bas	3	-	-
Allemagne	7	-	-
Pologne	9	4	2
Total	156	124	111

Engagements donnés / reçus

Dans le cadre de l'achat de la société CONSULT-IN :

- La société INVENTORISTE SA a reçu une garantie bancaire à première demande à hauteur de 200 000 € jusqu'au 10 décembre 2010, qui a été ramenée à cette date à hauteur de 100 000 € jusqu'au 10 décembre 2011. Cette garantie a été renouvelée.
- Des compléments de prix seront éventuellement versés en 2014 en fonction de la réalisation de critères prévus à l'acte d'acquisition.
- Un litige est en cours avec le cédant, les demandes formulées par ce dernier sont de l'ordre de 500 K€. Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre par la société.

Ecart d'acquisition

Au 31/03/2013, l'écart d'acquisition net d'amortissement s'élève à 893 548 €.

Créances

Les créances se décomposent de la manière suivante (valeurs brutes) :

En €	31/03/2013	Dont < 1 an	Dont > 1 an
Avances et acomptes versés	20 239	20 239	-
Clients et comptes rattachés	8 200 214	8 200 214	-
Débiteurs divers	2 114 042	2 114 042	-
Charges constatées d'avance	224 415	224 415	-
Impôt différé actif	440 767	-	440 767
Total valeurs brutes	10 999 677	10 558 910	440 767

Les débiteurs divers comprennent essentiellement, au 31/03/2013, des fournisseurs débiteurs et des créances fiscales et sociales.
Les charges constatées d'avance proviennent de charges courantes d'exploitation.

Autres dettes à court terme

Les autres dettes comprennent (valeurs brutes) :

En €	31/03/2013	Dont < 1 an	Dont > 1 an
Fournisseurs	5 248 431	5 248 431	-
Avances et acomptes reçus sur commandes	121 943	121 943	-
Dettes fiscales et sociales	4 439 745	4 439 745	-
Dettes diverses	155 829	155 829	-
Produits constatés d'avance	16 130	16 130	-
Total valeurs brutes	9 982 078	9 982 078	-

Emprunts et dettes financières

Les dettes financières se ventilent ainsi (valeurs brutes) :

En €	31/03/2013	Dont < 1 an	Dont 1 à 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 688 493	711 659	976 834
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	695	695	-
Dettes financières diverses	59 613	59 613	-
Concours bancaires courants	-	-	-
Total valeurs brutes	1 748 801	771 967	976 834

Tableau de passage des résultats sociaux aux résultats consolidés

En €	31/03/2013
INVENTORISTE SA	866 477
IVALIS France	77 590
IVALIS Technology	17 993
IVALIS Inventarios	132 564
IVALIS Italia	-133 570
IVALIS Belgium	389 105
IVALIS Deutschland	-907 480
IVALIS Nederland	64 035
IVALIS Polska	286 788
Sous total	793 502
Résultat groupe au 31/03/2013	793 502
Crédit-bail	-828
Dotations aux amortissements et provisions	-58 160
Impôt différé global	332 922
Amortissement goodwill	-235 144
Dividendes	-549 335
Cessions d'immobilisations	-27 388
Résultat groupe consolidé au 31/03/2013	255 569
Réserves minoritaires au 31/03/2013	-
Résultat minoritaire	-1 444
Résultat groupe consolidé au 31/03/2013	254 125

Preuve d'impôt

En €	Impôt sur les bénéfices	Impôts différés	Total
INVENTORISTE SA	169 448	-20 323	149 125
IVALIS France	63 947	2 436	66 383
IVALIS Technology	9 011	-5 346	3 665
IVALIS Inventarios	147 238	-	147 238
IVALIS Italia	-145 897	-41 982	-187 879
IVALIS Belgium	279 309	-	279 309
IVALIS Deutschland	-	-267 707	-267 707
IVALIS Nederland	19 180	-	19 180
IVALIS Polska	-78 604	-	-78 604
Total	463 632	-332 922	130 710

Justification des impôts différés :

En €	Impôts différés sociaux	Retraites	Consolidation	Frais d'établissement	Total
INVENTORISTE SA	32 546	3 671	-1 347	-	34 870
IVALIS France	31 803	31 708	-943	-	62 568
IVALIS Italia	41 941	-	-660	-	41 281
IVALIS Inventarios	27 704	-	-	-	27 704
IVALIS Technology	-	5 346	-	1 292	6 638
IVALIS Deutschland	267 707	-	-	-	267 707
Total	401 701	40 725	-2 950	1 292	440 768

Comparabilité des résultats

L'exercice comptable a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait du changement de la date d'arrêté comptable.

Le groupe a réalisé sur les 15 mois de l'exercice un chiffre d'affaires de 39 413 K€, a dégagé un excédent brut d'exploitation de 2 075 K€, un résultat d'exploitation de 813 K€ et un résultat net de 254 K€.

Le tableau ci-dessous permet de comparer, pour les principaux agrégats, les données sur 12 mois avec l'exercice antérieur.

<i>Comptes consolidés groupe IVALIS</i> <i>En K€</i>	1/02/2012 31/03/2013 <i>15 mois</i>	1/04/2012 31/03/2013 <i>12 mois</i>	1/01/2012 31/12/2012 <i>12 mois</i>	1/01/2011 31/12/2011 <i>12 mois</i>
Chiffre d'affaires	39 413	33 239	31 137	32 830
Excédent brut d'exploitation	2 075	2 103	1 787	3 239
Résultat d'exploitation	813	919	1 007	2 534
Résultat net	254	479	296	1 160

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/03/2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice, de 15 mois, clos le 31/03/2013, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société L'INVENTORISTE tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans les « Informations générales » de l'annexe concernant la durée exceptionnelle de 15 mois de l'exercice du fait du changement de la date de clôture.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions » de l'annexe précise les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 894 K€ au 31 mars 2013.

Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, nous avons examiné les modalités d'évaluation de cet actif ainsi que les hypothèses utilisées pour élaborer les prévisions de flux de trésorerie. Nous avons également vérifié qu'une information appropriée était communiquée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

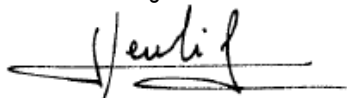
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et Paris, le 12 septembre 2013,

Les commissaires aux comptes,

Gonzague SENLIS



MAZARS

Pierre PREJEAN



PREJEAN AUDIT ET CONSEIL



Comptes sociaux INVENTORISTE SA
Exercice clos le 31/03/2013

Comptes sociaux au 31/03/2013

Bilan actif

	2012/13	2011	2010
	<i>15 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>12 mois</i>
<i>En €</i>	Net	Net	Net
Frais d'établissement	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	5 715	6 835	6 906
Fonds commercial	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	145 988	110 796	30 462
Immobilisations incorporelles en cours	429 723	166 565	128 548
Immobilisations incorporelles	581 426	284 196	165 916
Terrains	-	-	-
Constructions	-	-	-
Installations techniques, matériels & outillages Industriels	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	1 738 527	543 035	166 529
Immobilisations corporelles	1 738 527	543 035	166 529
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	-	-	-
Autres participations	3 484 426	3 304 426	3 046 426
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	6 573	6 317	6 130
Immobilisations financières	3 490 998	3 310 742	3 052 556
Total actif immobilisé	5 810 951	4 137 973	3 385 001
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-
En cours de production de biens et services	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-
Marchandises	-	-	-
Stocks et encours	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	1 500
Clients et comptes rattachés	1 586 033	2 730 405	3 262 491
Autres créances	3 122 175	1 581 682	1 267 709
Fournisseurs débiteurs	10 944	7 485	8 303
Créances	4 719 152	4 319 571	4 540 003
Valeurs mobilières de placement	464 306	815 406	1 671 259
Disponibilités	318 255	803 767	118 060
Charges constatées d'avance	39 645	19 093	29 313
Total actif circulant	5 541 358	5 957 837	6 358 635
TOTAL ACTIF	11 352 310	10 095 811	9 743 636

Comptes sociaux au 31/03/2013

Bilan passif

En €	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Capital	262 500	262 500	262 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport	109 094	109 094	109 094
Ecart de réévaluation	-	-	-
Ecart d'équivalence	-	-	-
Réserve légale	26 250	26 250	26 250
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-
Autres réserves	84 113	84 113	84 113
Report à nouveau	6 516 568	6 728 761	7 703 405
Résultat de l'exercice	866 477	1 187 807	675 356
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	19 667	12 167	167
Capitaux propres	7 884 668	8 410 692	8 860 885
Produits d'émission de titres participatifs	-	-	-
Avances conditionnées	-	-	-
Autres fonds propres	-	-	-
Autres fonds propres	-	-	-
Provisions pour risques	15 752	15 752	-
Provisions pour charges	-	-	-
Provisions pour risques et charges	15 752	15 752	-
Emprunt obligataire convertible	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (**)	1 643 187	326 745	2 080
Emprunts et dettes financières	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	11 270
Fournisseurs et comptes rattachés	1 380 806	353 871	174 705
Dettes fiscales et sociales	362 755	933 796	615 643
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	65 141	54 954	79 053
Instruments de trésorerie	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Dettes (*)	3 451 888	1 669 366	882 751
Ecart de conversion passif	-	-	-
TOTAL PASSIF	11 352 310	10 095 811	9 743 636
(*) Dont dettes à moins de 1 an	2 475 055	1 461 454	871 481
(**) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	3 014	10 746	-

Comptes sociaux au 31/03/2013

Compte de résultat

En €	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
Ventes de marchandises	250	4 371	15 000
Production vendue de services	5 083 809	3 841 711	2 792 636
Chiffre d'affaires net	5 084 009	3 846 081	2 807 636
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	111 660	38 017	36 585
Subventions d'exploitation	-	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges (*)	14 319	8 961	8 415
Autres produits d'exploitation	18 865	18 464	5 710
Produits d'exploitation	5 228 903	3 911 524	2 858 346
Achats de marchandises	-	9 548	7 605
Variations de stocks de marchandises	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-	-
Variations de stocks de matières premières et autres approvisionnements	-	-	-
Autres achats et charges externes (**)	1 726 163	1 221 183	1 129 142
Impôts, taxes et versements assimilés	102 230	82 006	74 549
Salaires et traitements	378 435	455 198	392 953
Charges sociales	160 022	193 197	166 291
Dotations aux amortissements sur immobilisations	860 986	166 805	84 681
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-	-
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	-	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	15 752	-
Autres charges d'exploitation (***)	1 231	656	491
Charges d'exploitation	3 229 067	2 144 345	1 855 711
Résultat d'exploitation	1 999 836	1 767 178	1 002 634
Produits financiers de participations	549 335	-	-
Produits financiers d'autres valeurs mobilières	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	57 712	36 176	19 151
Reprises sur provisions et transfert de charges	-	-	-
Différences positives de change	-	-	733
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Produits financiers	607 046	36 176	19 884
Dotations aux amortissements et provisions	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	40 802	1 973	349
Différences négatives de change	-	-	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Charges financières	40 802	1 973	356
Résultat financier	566 245	34 203	19 528
Résultat courant avant impôts	2 566 081	1 801 381	1 022 163

Résultat courant avant impôts	2 566 081	1 801 381	1 022 163
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	263 633	15 000	-
Autres produits exceptionnels	-	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-
Produits exceptionnels	263 633	15 000	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	7 848
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 786 290	10 963	-
Autres charges exceptionnelles	-	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	7 500	12 000	-
Charges exceptionnelles	1 793 790	22 963	7 848
Résultat exceptionnel	-1 530 157	-7 963	-7 847
Participation des salariés aux résultats	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	169 448	605 611	338 958
Total des produits	6 099 583	3 962 699	2 878 230
Total des charges	5 233 106	2 774 892	2 202 874
RESULTAT NET	866 477	1 187 807	675 356
(*) Dont transferts de charges	14 319	8 540	-
(**) Dont crédit-bail mobilier	13 939	80 612	108 370
(***) Dont redevances pour concessions de brevets et licences	-	-	-

Comptes sociaux au 31/03/2013

Soldes intermédiaires de gestion

En €	2012/13 15 mois	% du CA	2011 12 mois	% du CA	2010 12 mois	% du CA
Ventes de marchandises	250	0,0%	4 371	0,1%	15 000	0,5%
Production vendue	5 083 809	100,0%	3 841 711	99,9%	2 792 636	99,5%
Chiffre d'affaires	5 084 059	100,0%	3 846 082	100,0%	2 807 636	100,0%
Production stockée ou déstockage	-	-	-	-	-	-
Production immobilisée	111 660	2,2%	38 017	1,0%	36 585	1,3%
Production de l'exercice	5 084 059	100,0%	3 846 082	100,0%	2 807 636	100,0%
Chiffre d'activité	5 084 059	100,0%	3 846 082	100,0%	2 807 636	100,0%
Achat de marchandises	-	-	9 548	0,2%	7 605	0,3%
Variation de stocks de marchandises	-	-	-	-	-	-
Achat de matières premières et approv.	-	-	-	-	-	-
Variation de stocks de mat. prem. et approv.	-	-	-	-	-	-
Achats consommés	-	-	-	-	-	-
Marge brute	5 195 719	102,2%	3 874 550	99,8%	2 836 616	101,0%
Autres achats	38 327	0,8%	34 473	0,9%	48 683	1,7%
Services extérieurs	-	-	-	-	-	-
Autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-
Autres achats et charges externes	1 687 836	33,2%	1 186 709	30,9%	1 080 459	38,5%
Valeur ajoutée produite	3 469 556	68,2%	2 653 367	69,0%	1 707 474	60,8%
Impôts et taxes	102 230	2,0%	82 006	2,1%	74 549	2,7%
Salaires et traitements	378 435	7,4%	455 198	11,8%	392 953	14,0%
Charges sociales	160 022	3,1%	193 197	5,0%	166 290	5,9%
Charges de personnel	538 456	10,6%	648 395	16,9%	559 243	19,9%
Excédent brut d'exploitation	2 828 869	55,6%	1 922 966	50,0%	1 073 682	38,2%
Reprises sur amort. & transferts de charges	14 319	0,3%	8 961	0,2%	8 415	0,3%
Autres produits d'exploitation	18 865	0,4%	18 464	0,5%	5 710	0,2%
Dotations aux amort.sur immobilisations	860 986	16,9%	182 557	4,8%	84 681	3,0%
Autres charges d'exploitation	1 231	0,0%	656	0,0%	491	0,0%
Résultat d'exploitation	1 999 836	39,3%	1 767 178	45,9%	1 002 634	35,7%
Produits financiers	607 047	11,9%	36 176	0,9%	19 884	0,7%
Charges financières	40 802	0,8%	1 973	0,1%	356	0,0%
Résultat financier	566 245	11,1%	34 203	0,9%	19 528	0,7%
Résultat courant	2 566 081	50,5%	1 801 381	46,8%	1 022 163	36,4%
Produits exceptionnels	263 633	5,2%	15 000	0,4%	-	-
Charges exceptionnelles	1 793 790	35,3%	22 963	0,6%	7 848	0,3%
Résultat exceptionnel	-1 530 157	-30,1%	-7 963	-0,2%	-7 848	-0,3%
Participation des salariés	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	169 448	3,3%	605 611	15,7%	338 958	12,1%
RESULTAT NET	866 477	17,0%	1 187 807	30,9%	675 356	24,1%

Comptes sociaux au 31/03/2013

Annexe au bilan et au compte de résultat

Faits caractéristiques de l'exercice

- Déploiement de la technologie Wifi dans l'ensemble des filiales opérationnelles du groupe.
- Développement commercial de la filiale allemande.
- Modification apportée aux conventions avec les filiales pour s'adapter aux évolutions du groupe.
- Démarrage de l'activité de la filiale IVALIS TECHNOLOGY en janvier 2012 et apport d'actifs par INVENTORISTE SA à sa fille.
- INVENTORISTE SA a accordé une subvention à caractère commercial de 570 000 € à sa filiale IVALIS Srl. (Italie) et une subvention à caractère commercial de 923 429 € à sa filiale IVALIS POLSKA (Pologne).

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/03/2013 ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable général 1999, règlement CRC 1999-03 et des règlements CRC 2002-10 et 2004-06. Les comptes annuels sont également établis dans le respect des dispositions du règlement 2003-07 du 12 décembre 2003.

L'exercice comptable a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait du changement de la date d'arrêté comptable du 31/12 au 3/03.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes ont été les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- Leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles et sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | |
|---------------------------|------------|
| • Installations générales | 5 à 10 ans |
| • Matériel informatique | 1 à 5 ans |
| • Mobilier de bureau | 3 à 8 ans |

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité estimée à partir d'éléments de rentabilité et de flux prévisionnels de trésorerie.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont fiscalement incorporés au prix de revient des titres et amortis sur une durée de 5 ans au titre des amortissements dérogatoires.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour où la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente) est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

La société n'a pas de stocks au 31/03/2013.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Aucune dépréciation comptabilisée au 31/03/2013.

Informations complémentaires**Evènements post-clôture**

Acquisition le 14 juin 2013 par la société INVENTORISTE du groupe allemand SIGMA, plus important prestataire indépendant d'inventaires physiques en Allemagne, en Suisse et en Autriche. Fort d'environ 250 collaborateurs permanents, le groupe SIGMA possède 4 agences en Allemagne (Chemnitz, Stuttgart, Leipzig et Bamberg), 1 agence en Suisse (Lucerne) et 1 agence en Autriche (Brunn). Le groupe SIGMA a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ pour un EBITDA de 1,7 M€, avec une situation de trésorerie nette positive au 31/12/2012.

Le groupe SIGMA sera consolidé au 1^{er} juillet 2013 dans les comptes d'INVENTORISTE SA. Son acquisition a été financée par emprunt auprès d'OSEO et d'un pool bancaire conduit par la SOCIETE GENERALE.

La couverture géographique et le fonds de commerce de SIGMA sont complémentaires de ceux d'IVALIS DEUTSCHLAND et permettront au groupe IVALIS de se positionner désormais comme n°2 du marché allemand des inventaires, n°1 en Suisse et en Autriche. Fort d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 M€, le Groupe IVALIS dans sa nouvelle configuration se positionne en tant que leader du marché en Europe continentale.

Par ailleurs le groupe IVALIS, qui a pour ambition d'être présent en dehors de l'Europe afin d'accompagner les acteurs majeurs de la distribution, a créé en juin 2013 une filiale au Brésil (IVALIS Servicos de estoque LTDA).

Changement de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge au titre de l'exercice clos au 31/03/2013 s'élève à 69 185 €.

Intégration fiscale

La charge d'impôt est comptabilisée dans les filiales comme en l'absence d'intégration. La société mère enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble. Les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale sont L'INVENTORISTE SA et ses filles IVALIS France et IVALIS TECHNOLOGY.

Impôt société

IS comptabilisé dans le cadre de l'intégration :	265 806 €
IS hors intégration fiscale :	192 848 €

Immobilisations incorporelles et frais de recherche et développement

Le projet CORELIA, relatif au développement d'un système de planification interne à l'entreprise, a été activé le 31/03/2013. Quatre autres projets sont en cours de développements, le montant activé à ce stade s'élève à 429 723 €. Il s'agit :

- Projet N°2 CRM
- Projet N°3 ERP
- Projet N°4 Préparation d'inventaires
- Projet N°5 Planning Hebdomadaire

La société appliquant le règlement CRC 2004-06, les montants activés à ce stade s'élèvent à 429 723 €.

Variation des capitaux propres

Les capitaux propres de la société passent de 8 410 692,34 € à 7 884 668,90 €. Cette variation résulte des opérations suivantes :

• Capitaux propres au 31/12/2011 :	8 410 692,34 €
• Bénéfice de l'exercice :	866 476,56 €
• Provisions réglementées	7 500,00 €
• Dividendes	<u>-1 400 000,00 €</u>
• Capitaux propres au 31/03/2013 :	7 884 668,90 €

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de "fees" basés sur le chiffre d'affaires des filiales.

Le fait générateur est :

- La déclaration de chiffre d'affaires de chaque filiale,
- La mise à disposition des outils de production hardware et software aux filiales.

CONSULT-IN

Les titres de participation de la société CONSULT-IN ont été acquis en 2009 au prix de 1 790 K€ y compris les frais. Le prix d'acquisition reposait sur un portefeuille clients complémentaire d'IVALIS Belgium, alors unique filiale d'INVENTORISTE SA en Belgique.

Des compléments de prix seront éventuellement versés en fonction de la réalisation de critères prévus à l'acte d'acquisition. Aucun complément de prix n'a pour le moment été comptabilisé. L'engagement maximum est de 2 x 220 K€.

Litige en cours : un litige est en cours avec le cédant, les demandes formulées par ce dernier sont de l'ordre de 500 K€. Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre par la société.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat.

Immobilisations

En €	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	547 669	-	608 910
Immobilisations incorporelles	547 669	-	608 910
Terrains	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-
Installations générales, agencements des constructions	-	-	-
Installations techniques, matériel. et outillage industriels	-	-	-
Installations générales, agencements divers	119 228	-	-
Matériel de transport	-	-	10 739
Matériel de bureau et informatique, mobilier	755 318	-	2 193 485
Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-
Immobilisations corporelles	874 546	-	2 204 224
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-
Autres participations	3 304 426	-	180 000
Autres titres immobilisés	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	6 317	-	256
Immobilisations financières	3 310 742	-	180 256
Total immobilisations	4 732 958	-	2 993 390

En €	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	-	325 957	830 621	-
Immobilisations incorporelles	-	325 957	830 621	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Installations générales, agencements des constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements divers	-	40 093	79 135	-
Matériel de transport	-	-	10 739	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	508 476	2 440 327	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	548 569	2 530 201	-
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	-	-	3 484 426	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	6 573	-
Immobilisations financières	-	-	3 490 999	-
Total immobilisations	-	874 526	6 851 821	-

Amortissements

En €	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties Reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	263 473	59 969	74 247	249 195
Immobilisations incorporelles	263 473	59 969	74 247	249 195
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Installations générales, agencements de construction	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements	44 982	11 409	17 804	38 587
Matériel de transport	-	1 581	-	1 581
Matériel de bureau et informatique, mobilier	286 529	788 027	323 050	751 506
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	331 511	801 017	340 854	791 674
Total amortissements	594 984	860 986	415 101	1 040 869

En €	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements	-	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-	-	-	-	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-
Frais acquisition titres de participation	7 500	-	-	-	-	-	7 500
Total amortissements	7 500	-	-	-	-	-	7 500

En €	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices			
	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties Reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Total amortissements	-	-	-	-

Provisions et dépréciations inscrites au bilan

En €	Montant en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers	-	-	-	-
Provisions pour investissements	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	12 167	7 500	-	19 667
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
Total provisions réglementées	12 167	7 500	-	19 667
Provisions pour litiges	15 752	-	-	15 752
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour grosses réparations	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscales / congés payés	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
Total provisions pour risques et charges	15 752	-	-	15 752
Provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur titres mis en équivalence	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur titres de participation	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur autres immobilisations financières	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur stocks et encours	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total provisions inscrites au bilan	27 919	-	-	35 419
<i>Dont dotations et reprises d'exploitation</i>	-	-	-	-
<i>Dont dotations et reprises financières</i>	-	-	-	-
<i>Dont dotations et reprises exceptionnelles</i>	-	7 500	-	-

Crédit-bail

En €	Valeur d'origine	Amortissements		Valeur résiduelle
		Antérieur	Exercice	
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel & outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	48 680	33 179	15 501	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Total	48 680	33 179	15 501	-

En €	Redevances payées			
	Cumuls antérieurs	Exercice	Montant pris en charge dans l'exercice	Total
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel & outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	49 537	13 939	13 939	63 476
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Total redevances restant à payer	49 537	13 939	13 939	63 476

En €	Valeurs restant à payer				Valeur résiduelle			
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-	-	-	-
Inst. techn., mat. & out.	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immob. corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

Filiales et participations

(Articles R.123-196 à R.123-198 du Code de commerce)

En €

	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements concernant les filiales et participations				
A. Filiales détenues à plus de 50%				
IVALIS INVENTARIOS SL C/Juan Bravo Edificio cnj 28006 MADRID - ESPAGNE	10 000	289 654	99%	132 564
IVALIS ITALIA SRL Via Maurizo Gonzaga 7 20123 MILANO - ITALIE	10 000	6 955	100%	-703 570
IVALIS FRANCE 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	1 225 000	-343 082	100%	77 590
IVALIS BELGIUM SPRL Av Bourgmestre E. Demunter 3 1090 BRUXELLES - BELGIQUE	187 592	427 866	99,88%	389 105
IVALIS TECHNOLOGY 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	200 000	9 591	100%	17 993
IVALIS POLSKA Sp ZOO Ul. Poselska 29 03-931 WARSZAWA - POLOGNE	11 968	-83 189	100%	286 787
IVALIS DEUTSCHLAND AM Gierath 26 40885 RATINGEN – ALLEMAGNE	50 000	-1 072 374	100%	-907 480
IVALIS NEDERLAND Wateringwrg 133 20131 EG HAARLEM – PAYS BAS	18 000	32 575	100%	64 035
B. Participations (de 10 à 50% du capital détenu)				
-	-	-	-	-
Renseignements globaux sur les autres filiales et participations				
1. Filiales non reprises en A				
-	-	-	-	-
2. Filiales non reprises en B				
-	-	-	-	-

(*) CONSULT-IN est fusionnée dans IVALIS BELGIUM depuis le 1/07/2011

Etat des créances à la clôture de l'exercice

En €	Montant brut	< 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	6 573	-	6 573
Créances de l'actif immobilisé	6 573	-	6 573
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Autres créances clients	1 586 033	1 586 033	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	732 949	732 949	-
Taxe sur la valeur ajoutée	228 917	228 917	-
Autres impôts, taxes et valeurs assimilés	-	-	-
Groupe et associés	2 160 126	783 398	1 376 728
Débiteurs divers	11 127	11 127	-
Charges constatées d'avance	39 645	39 645	-
Total créances	4 765 370	3 382 069	1 383 301

Charges constatés d'avance et produits à recevoir

En €	31/03/2013	31/12/2011
Charges d'exploitation	39 645	19 093
Charges financières	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Total charges constatées d'avance	39 645	19 093
Créances rattachées à des participations	-	-
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	-	-
Autres créances	183	183
Total produits constatés d'avance	183	183

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Début exercice	Fin exercice	Début exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	Fin exercice
Actions	0,20 €	0,20 €	1 312 500	-	-	1 312 500

Etat des dettes à la clôture de l'exercice

En €	Montant brut	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes c/o établissements de crédit	1 643 187	666 353	976 834	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 380 806	1 380 806	-	-
Personnel et comptes rattachés	51 428	51 428	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69 976	69 976	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	226 054	226 054	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts et taxes	15 297	15 297	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	47 344	47 344	-	-
Autres dettes	17 797	17 797	-	-
Dette représentative de titres empruntés	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total dettes	3 451 889	2 475 055	976 834	

- Emprunts souscrits en cours d'exercice : 1 731 412 €
- Emprunts remboursés en cours d'exercice : 408 638 €

Charges à payer

En €	31/03/2013	31/12/2011
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 885	4 485
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 515	258 311
Dettes fiscales et sociales	70 636	102 327
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	-	-
Total charges à payer	150 036	365 123

Droit individuel à la formation (DIF)

Au 31/03/2013, le nombre d'heures de formation ouvertes par le DIF s'élevait, pour l'ensemble du personnel présent, à 152 heures.

Indemnités de départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 11 011 €. Cet engagement n'a pas été comptabilisé. Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 2,50%
- Table de mortalité : TV88/90

- Départ volontaire à : 65 ans
- Taux de turnover : 1%

Cet engagement de l'entreprise à l'égard de ses salariés constitue une dette latente (indemnité de fin de carrière, indemnité de licenciement, retraite, engagement de prévoyance) qui n'existe pas au jour où elle est appréciée mais qui existera probablement dans le futur. Le montant de 11 011 € mesure l'engagement actualisé de l'entreprise rapporté à l'ancienneté acquise à la date de l'évaluation.

En €	31/03/2013	31/12/2011
Effets escomptés non échus	-	-
Avals, cautions et garanties	-	-
Engagements de crédit-bail mobilier	-	15 023
Engagements de crédit-bail immobilier	-	-
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	11 011	15 329
Autres engagements donnés	-	-
Engagements donnés	11 011	30 352

Rémunération des organes d'administration, de direction, de surveillance

Les rémunérations accordées aux organes de direction ne sont pas précisées car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

Effectifs

	31/03/2013	31/12/2011
Ingénieurs et cadres	3	5
Agents de maîtrise	-	-
Employés et techniciens	-	3
Ouvriers	-	-
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	-	-
Total	3	8

Détermination du résultat fiscal

En €	31/03/2013	31/12/2011
Bénéfice comptable de l'exercice	866 477	1 187 807
Rémunération du travail	-	-
Avantages personnels non déductibles	-	-
Amortissements excédentaires et autres amortissements non déductibles	-	-
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'article 39-4 du CGI	25 210	16 301
Taxe sur les voitures particulières des sociétés	4 413	4 707
Provisions et charges à payer non déductibles	9 950	6 483
Amendes et pénalités	161	655
Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle	169 448	605 611
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	209 182	633 757
Moins values nettes à long terme relevant du taux d'IS à 15%, 8% ou 0%	-	-
Fraction imposable des plus values réalisées au cours d'exercices antérieurs	-	-
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	-	-
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM	85 912	54 677
Réintégrations diverses	-	-
Total réintégrations	295 094	688 434
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées	6 483	3 822
Plus values nettes à long terme	-	-
Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée	-	-
Régime des sociétés mères et des filiales : produits nets des actions et parts d'intérêts	521 868	-
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	528 351	3 822
Déductions autorisées au titre des investissements dans des collectivités d'Outre-mer	-	-
Majoration d'investissement	-	-
Mesures d'incitation	-	-
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM	54 677	59 035
Déductions diverses	-	-
Total déductions	583 028	62 857
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	578 543	1 813 384
Déficit de l'exercice reporté en arrière	-	-
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice	-	-
Résultat fiscal	578 543	1 813 384

Déficits, indemnités pour congés à payer, provisions non déductibles

En €	31/03/2013
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	-
Déficits imputés	-
Déficits reportables	-
Déficits de l'exercice	-
Total déficits restant à reporter	-
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés (dotations de l'exercice)	-
Total indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	-

	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice
TVS	2 206	731
Organic C3S	7 744	5 752
Total	9 950	6 483

Tableau d'affectation du résultat

En €	31/03/2013	31/12/2011
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur	6 728 761	7 703 405
Résultat de l'exercice précédent	1 187 807	675 356
Total origines	7 916 568	8 378 761
Affectations aux réserves	-	-
Dividendes	1 400 000	1 650 000
Autres répartitions	-	-
Report à nouveau	6 516 568	6 728 761
Total affectations	7 916 568	8 378 761

Renseignements divers

En €	31/03/2013	31/12/2011
Engagements de crédit-bail mobilier	-	15 023
Engagements de crédit-bail immobilier	-	-
Effets portés à l'escompte non échus	-	-
Engagements	-	15 023
Sous-traitance	1 030 130	454 358
Locations, charges locatives et de copropriété	112 952	63 793
Personnel extérieur à l'entreprise	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	177 001	248 056
Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	-	-
Autres comptes	406 080	454 975
Autres achats et charges externes	1 726 163	1 221 183
Taxe professionnelle	57 394	43 582
Autres impôts, taxes et versements assimilés	44 836	38 424
Impôts et taxes	102 230	82 006
Montant de la TVA collectée	603 944	519 709
Montant de la TVA déductible	314 285	155 058
TVA		
Montant brut des salaires	308 196	458 897
Divers	308 196	458 897

Détermination des plus et moins values

Nature des éléments cédés	Valeur d'origine	Valeur nette réévaluée	Amortissements en franchise d'impôt	Autres amortissements	Valeur résiduelle	Prix de vente	Plus ou moins value
Logiciels	159 392	-	74 247	-	85 145		
Installations Générales	40 093	-	17 804	-	22 289		
Matériel de Bureau	501 174	-	319 178	-	181 996		
Mobilier	7 302	-	3 872	-	3 430		
Total	707 961	-	415 101	-	292 860	263 633	-29 227

Détermination de la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice

En €	31/03/2013	31/12/2011
Ventes de marchandises	250	4 371
Production vendue de services	5 083 809	3 841 711
Production immobilisée	111 660	38 017
Production de l'entreprise	5 195 719	3 884 099
Achats de marchandises	-	9 548
Autres achats et charges externes à l'exception des loyers et redevances	1 726 163	1 221 182
Consommation de biens et services en provenance d'un tiers	1 726 163	1 230 730
Valeur ajoutée produite	3 469 556	2 653 367

Comparabilité des résultats

L'exercice comptable a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait du changement de la date d'arrêté comptable.

La société L'INVENTORISTE a réalisé sur les 15 mois de l'exercice un chiffre d'affaires de 5 084 K€, a dégagé un excédent brut d'exploitation de 2 829 K€, un résultat d'exploitation de 1 999 K€ et un résultat net de 866 K€.

Le tableau ci-dessous permet de comparer, pour les principaux agrégats, les données sur 12 mois avec l'exercice antérieur.

Comptes consolidés groupe IVALIS En K€	1/01/2012 31/03/2013 15 mois	1/04/2012 31/03/2013 12 mois (1)	1/01/2012 31/12/2012 12 mois (1)	1/01/2011 31/12/2011 12 mois
Chiffre d'affaires	5 084	4 462	3 996	3 846
Excédent brut d'exploitation	2 829	2 387	2 232	1 923
Résultat d'exploitation	1 999	1 740	1 628	1 767
Résultat net	866	671	895	1 188

(1) Chiffres non audités

Résultats et autres éléments caractéristiques d'INVENTORISTE SA au cours des 5 derniers exercices

	2008 12 mois	2009 12 mois	2010 12 mois	2011 12 mois	2012/13 15 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en €)	262 500	262 500	262 500	262 500	262 500
Nombre d'actions ordinaires	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions à créer	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes (en €)	4 381 209	2 721 132	2 807 636	3 846 071	5 084 059
Résultat avant impôt, participation, dotation aux amortissements, dépréciations et provisions (en €)	3 062 824	1 511 245	1 098 995	1 975 975	1 896 911
Impôt sur les bénéfices (en €)	996 239	144 742	338 958	605 611	169 448
Participation des salariés (en €)	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation, dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (en €)	1 986 661	1 279 045	675 356	1 187 807	866 477
Résultat distribué (en €)	0	0	1 650 000	1 400 000	0
Résultats réduits à 1 action					
Résultat après impôt et participation mais avant dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (en €)	1,57	1,04	0,58	1 04	1,32
Résultat après impôt, participation, dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (en €)	1,51	0,97	0,51	0,90	0,66
Dividende net attribué à chaque action (en €)	0	0	1,26	1,07	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés durant l'exercice	7	7	7	8	3
Montant de la masse salariale (en €)	305 412	390 095	392 953	455 198	378 435
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres ...) (en €)	146 729	163 139	166 290	193 197	160 022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/03/2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice, de 15 mois, clos le 31 mars 2013, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société L'INVENTORISTE tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Règles et méthodes » de l'annexe concernant la durée exceptionnelle de 15 mois de l'exercice du fait du changement de la date de clôture.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2013 s'établit à 3 484 milliers d'euros, sont comptabilisés à leur coût d'achat et évalués sur la base de leur valeur d'inventaire selon les règles décrites dans la note de l'annexe relative aux « Participations ».

Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces règles ainsi que les hypothèses utilisées sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

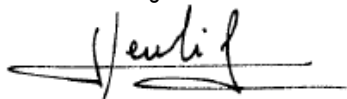
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie et Paris, le 12 septembre 2013,

Les commissaires aux comptes,

Gonzague SENLIS



MAZARS

Pierre PREJEAN



PREJEAN AUDIT ET CONSEIL

21. Informations complémentaires

21.1. Dénomination sociale

L'INVENTORISTE

21.2. Siège social

1, Rond Point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

21.3. Forme juridique

Société anonyme à conseil d'administration, régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les statuts.

21.4. Nationalité

Française

21.5. Date de création

16 avril 1991

21.6. Durée

La durée de la société est de 99 ans à compter du 16 avril 1991, date de son immatriculation au RCS, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

21.7. Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Un changement de la date d'arrêté comptable a été soumis à l'approbation de l'AG du 15 juin 2012 : la date de clôture de l'exercice social est désormais fixée au 31 mars. L'exercice en cours a ainsi une durée exceptionnelle de 15 mois et s'est terminé le 31 mars 2013.

21.8. Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- L'établissement d'inventaires chiffrés de marchandises, d'articles, objets ou autres actifs, pour le compte de toutes personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public,
- La vente de logiciels, de bases de données, de statistiques, de formations, de documents et de conseils se rattachant directement ou indirectement à l'activité principale,
- La réalisation de missions de merchandising, d'études de comportements clients et de conseil en recrutement pour le compte de toutes personnes physiques ou morales,
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social,
- Et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

21.9. Registre du Commerce et des Sociétés

RCS Versailles 381 503 531

21.10. Code NAF

7022 Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion

21.11. Consultation des documents sociaux

L'ensemble des documents sociaux devant être mis à la disposition des actionnaires peut être consulté au siège d'INVENTORISTE situé 1, Rond Point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas et notamment :

- L'acte constitutif et les statuts,
- Les rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la société, dont une partie est incluse dans le présent document,
- Les informations financières historiques pour chacun des 2 exercices précédant la publication du présent document.

21.12. Assemblées générales (articles 24 à 31 des statuts)

Différentes formes d'assemblées générales

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires. Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Convocation et lieu de réunion des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, soit par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le cinquième au moins du capital, ou en cas d'urgence, par un mandataire désigné par décision de justice, à la demande du comité d'entreprise ou de tout intéressé. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est effectuée conformément aux dispositions légales en vigueur. Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par les dispositions légales et réglementaires. Deux membres du comité d'entreprise peuvent assister aux assemblées générales.

Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la fraction du capital social exigée par les dispositions légales et réglementaires ou le comité d'entreprise, en agissant dans les conditions et délais fixés par les dispositions légales et réglementaires, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Accès aux assemblées – Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'assemblée. Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires. Les actionnaires peuvent assister à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Feuille de présence – Bureau – Procès-verbaux

Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, et la mention de ceux des actionnaires qui assistent à l'assemblée générale par visioconférence ou moyens de télécommunication permettant une identification validés par décret, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire. Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Quorum – Vote – Nombre de voix

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions légales et réglementaires. En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Aux cas où des actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent. L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, dans le délai prescrit sous réserve des limitations et précisions mentionnées à l'article 29. Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire. En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui ni comme mandataire. S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée. Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

21.13. Dividendes (articles 35 et 36 des statuts)

Fixation, affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital. La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Modalités de paiement des dividendes – Acomptes

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire. La demande de paiement des dividendes en actions doit intervenir dans le délai fixé par l'assemblée sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois mois par décision du conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale ou à défaut par le conseil d'administration. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

21.14. Forme des actions (article 11 des statuts)

Les actions sont nominatives. La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi. Elles sont inscrites en compte "nominatif pur" ou "nominatif administré". A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

21.15. Cession et transmission des actions (article 12 des statuts)

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. En cas de dissolution, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements". La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée. La transmission à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales. Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires. Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert. Les cessions d'actions sont effectuées librement.

21.16. Droits et obligations attachés aux actions (article 13 des statuts)

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et, dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à représentation dans les assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires. Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente nécessaires. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

21.17. Titres au porteur identifiable

Non applicable, dans la mesure où les toutes actions sont nominatives.

22. Contrats importants

INVENTORISTE n'a pas conclu au cours des 3 derniers exercices de contrats significatifs autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires.

23. Informations provenant de tiers

Néant.

24. Documents accessibles au public

24.1. Documents accessibles au public

Les statuts de la société INVENTORISTE, les rapports des commissaires aux comptes, les éventuelles évaluations et déclarations établies par des experts à la demande de la société, les informations financières historiques et, plus généralement, les documents devant être mis à la disposition des actionnaires peuvent, conformément à la législation applicable, être consultés au siège social du groupe INVENTORISTE et, pour certains, par voie électronique sur le site internet de la société www.ivalis.com.

Les déclarations mensuelles relatives aux opérations effectuées dans le cadre du contrat de liquidité sont régulièrement adressées à l'AMF.

Enfin, les différents communiqués diffusés par la société sont également disponibles sur le site www.ivalis.com.

24.2. Communiqués publiés depuis le 1/01/2012

- 11/01/2012 Bilan annuel 2011 du contrat de liquidité
- 15/02/2012 Chiffre d'affaires 2011
- 27/04/2012 Résultats consolidés 2011
- 27/04/2012 Honoraires des CAC en 2011
- 2/05/2012 Mise à disposition du Rapport Financier Annuel 2011
- 9/07/2012 Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30 juin 2012
- 23/07/2012 Compte rendu de l'assemblée générale du 15 juin 2012
- 25/07/2012 Mise à disposition du Rapport Annuel 2011
- 3/08/2012 Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2012
- 30/10/2012 Résultats du 1^{er} semestre 2012
- 30/10/2012 Mise à disposition du Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2012
- 31/01/2013 Bilan annuel 2012 du contrat de liquidité
- 13/02/2013 Chiffre d'affaires au 31 décembre 2012
- 20/05/2013 Chiffre d'affaires de l'exercice 2012/13
- 14/06/2013 Acquisition du groupe allemand SIGMA
- 25/07/2013 Résultats de l'exercice 2012/13

Tous ces communiqués sont consultables en lignes sur le site de la société **www.ivalis.fr** dans la rubrique "infos financières", ainsi que les rapports annuels et semestriels des années précédentes, et toutes les informations relatives aux assemblées générales, également en ligne sur le site internet du groupe.

24.3. Calendrier prévisionnel de communication

- | | |
|--|-------------------|
| • Assemblée générale | 27 septembre 2013 |
| • Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2013/2014 | Semaine 45 |
| • Résultats du 1 ^{er} semestre 2013/2014 | Fin janvier 2014 |

25. Informations sur les participations

En €

	Capital	Capitaux Propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
IVALIS INVENTARIOS SL C/Juan Bravo Edificio cnj 28006 MADRID - ESPAGNE	10 000	299 654	99%	132 564	9 900	9 900	421 163	-	5 391 555	-
IVALIS SRL Via Maurizio Gonzaga 7 20123 MILANO - ITALIE	10 000	16 955	100%	-133 570	10 000	10 000	221 290	-	4 101 802	-
IVALIS FRANCE 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	1 225 000	881 918	100%	77 590	1 225 000	1 225 000	92 493	-	22 938 652	-
IVALIS Belgium SPRL Av Bourgmaster E. Demunter 3 1090 BRUXELLES - BELGIQUE	187 592	615 458	99,89%	384 524	1 928 809	1 928 809	-	-	5 678 780	-
IVALIS TECHNOLOGY 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	200 000	209 591	100%	17 993	200 000	200 000	-	-	1 056 956	-
IVALIS DEUTSCHLAND Am Gierath 26 40885 Ratingen, Deutschland	50 000	-1 022 374	100%	-907 480	50 000	50 000	1 010 000	-	728 188	-
IVALIS Polska Sp ZOO Ul. Poselska 29 03-931 WARSZAWA - POLOGNE	11 968	-71 221	99%	286 787	12 716	12 716	145 438	-	406 637	-

26. Assemblée Générale Mixte du 27/09/2013

26.1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31/03/2013

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale mixte afin de :

- Vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 mars 2013 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice,
- Vous prononcer sur la modification de la dénomination sociale,
- Vous prononcer sur la modification de l'adresse du siège social de notre Société.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

Activité de la société INVENTORISTE et du Groupe IVALIS

Situation et évolution de l'activité de la société INVENTORISTE au cours de l'exercice

Nous vous rappelons que la société INVENTORISTE est la société mère du groupe IVALIS. L'activité de INVENTORISTE consiste essentiellement à gérer le groupe IVALIS et à développer les outils méthodologiques, les outils informatiques et le matériel qui permettent aux filiales opérationnelles de réaliser les inventaires physiques.

L'exercice comptable a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait du changement de la date d'arrêté comptable.

Le groupe a réalisé sur les 15 mois de l'exercice un chiffre d'affaires de 39 413 K€, a dégagé un excédent brut d'exploitation de 2 075 K€, un résultat d'exploitation de 813 K€ et un résultat net de 254 K€.

Le tableau ci-dessous permet de comparer, pour les principaux agrégats, les données sur 12 mois avec l'exercice antérieur.

<i>Comptes consolidés groupe IVALIS</i> <i>En K€</i>	1/01/2012 31/03/2013 <i>15 mois</i>	1/04/2012 31/03/2013 <i>12 mois</i>	1/01/2012 31/12/2012 <i>12 mois</i>	1/01/2011 31/12/2011 <i>12 mois</i>
Chiffre d'affaires	39 413	33 239	31 137	32 830
Excédent brut d'exploitation	2 075	2 103	1 787	3 239
Résultat d'exploitation	813	919	1 007	2 534
Résultat net	254	479	296	1 160

Sur les 12 derniers mois de l'exercice, soit du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013, le chiffre d'affaires s'établit à 33 239 K€ et est en légère augmentation par rapport à l'exercice 2011.

Cette légère progression traduit la capacité qu'a eue le groupe à ouvrir de nouveaux comptes clients, dans un contexte où l'environnement économique difficile en Europe a eu des répercussions sur le niveau de la consommation des ménages. Les groupes de distribution ont souffert de ces évolutions et ont eu tendance à réduire les coûts et les stocks. Un certain nombre d'enseignes ont ainsi :

- Réduit leur stock et par incidence réduit le nombre de pièces à inventorier (de 5 à 20% selon les enseignes),
- Réduit le nombre d'inventaires qu'elles réalisent par an,
- Etendu la période entre deux inventaires du fait de la réduction du roulement des stocks,
- Fait pression sur leurs fournisseurs prestataires d'inventaires pour réduire les prix.

Malgré ce contexte défavorable, le marché de l'externalisation d'inventaires en Europe a continué de croître en 2012 grâce au fait que de nouvelles enseignes significatives ont pris la décision d'externaliser tout ou partie de leurs inventaires. Ainsi, le chiffre d'affaires perdu pour les raisons évoquées ci-dessus a été plus que compensé par l'activité générée avec de nouveaux clients.

En terme de marge brute, le groupe a réussi à compenser les baisses de prix accordées à certains clients par une augmentation de la productivité sur inventaires, grâce notamment à l'amélioration des process, à la formation des équipes, et au déploiement des scanners munis de la technologie Wifi. L'investissement dans les scanners Wifi et leur déploiement dans l'ensemble des filiales du groupe a constitué l'investissement majeur de l'exercice 2012/13.

La baisse du niveau de l'excédent brut d'exploitation s'explique principalement par :

- Les pertes dégagées par IVALIS Deutschland et par IVALIS Polska : ces deux sociétés sont très récentes et elles ne disposent pas encore de la taille critique leur permettant de dégager des profits. L'ouverture de ces deux filiales constitue un investissement significatif pour le groupe dont le coût est directement porté par le compte de résultat.
- La sous-performance d'IVALIS srl. (Italie). Les mesures pour redresser la situation de cette filiale ont été prises et devraient porter leurs fruits au cours de l'exercice 2013/14.

Le résultat d'exploitation 2012/13 est impacté par les dotations aux amortissements des nouveaux lecteurs Wifi.

L'acquisition de ces nouveaux lecteurs code-barres Wifi a représenté un investissement important d'environ 1,8 M€ ; ces lecteurs code-barres ont remplacé au cours de l'année 2012, au sein de chacune des filiales du groupe, les anciens lecteurs code-barres. Cet investissement a été financé en totalité par recours à 3 emprunts bancaires, souscrits auprès de la Société Générale, BNP Paribas et OSEO. Les lecteurs code-barres sont loués par INVENTORISTE à ses filiales.

L'exercice a également été marqué par l'apport par INVENTORISTE SA, décidé lors du conseil d'administration du 20 avril 2012, de 180 000 € d'actifs et de trésorerie à sa filiale IVALIS Technology. L'objectif de cet apport était de confier à IVALIS Technology la gestion et l'exploitation de son système d'information. Un contrat d'infogérance a été conclu entre les deux sociétés à cet effet.

L'essentiel des revenus de la société INVENTORISTE provient des différents services qu'elle apporte à ses filiales. Les différentes conventions qui lient INVENTORISTE à ses filiales ont été modifiées ou mises à jour au cours de l'exercice pour les adapter à l'évolution du groupe.

L'activité du groupe IVALIS ayant été relativement stable au cours de l'exercice par rapport à 2011 (à durée comparable sur 12 mois), le chiffre d'affaires d'INVENTORISTE n'a connu qu'une légère croissance au cours de l'exercice.

Activité des filiales

- IVALIS France et IVALIS INVENTARIOS ont connu, à durée comparable sur douze mois, une légère baisse de leur chiffre d'affaires et une augmentation de leur productivité.
- IVALIS BELGIUM a vu son chiffre d'affaires augmenter sensiblement grâce au développement de son activité avec un client significatif.
- IVALIS ITALY a souffert de la réduction de moitié du nombre d'inventaires confié par un de ses clients importants (passage de deux à un inventaire annuel).
- IVALIS POLSKA, créée en 2010, a continué de se structurer commercialement et du point de vue de la production des inventaires.
- IVALIS DEUTSCHLAND, créée en 2011, a développé son chiffre d'affaires de manière significative.

- IVALIS NEDERLAND, créée en 2011, a démarré son activité commerciale et opérationnelle.
- IVALIS TECHNOLOGY, créée en 2009, a démarré son activité au premier semestre 2012. Son activité principale est de fournir des prestations informatiques aux différentes entités du groupe IVALIS.

Evènements postérieurs à la clôture comptable

INVENTORISTE SA a fait l'acquisition le 14 juin 2013 de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH, le numéro deux de la prestation d'inventaires en Allemagne, et de ses filiales suisse et autrichienne. Le groupe SIGMA a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ et un excédent brut d'exploitation de 1,7 M€.

Avec SIGMA, IVALIS réalise désormais un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 M€ et se positionne comme un acteur leader en Europe continentale.

L'acquisition de SIGMA a été financée par emprunt bancaire auprès d'OSEO et d'un pool de banques conduit par Société Générale.

La volonté du groupe de poursuivre son internalisation s'est par ailleurs traduite, en mai 2013, par la création d'une filiale au Brésil.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

La société entend poursuivre au cours de l'exercice 2013/14 son développement, notamment à l'international. Elle étudie dans ce sens actuellement des opportunités de création de nouvelles filiales, en et hors du territoire européen.

Comptes du groupe et de la société

Les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31/03/2013 ont été établis sans changement de méthodes comptables et conformément aux règles légales de présentation et d'évaluation.

L'exercice a été d'une durée exceptionnelle de 15 mois, du fait de la modification de la date d'arrêté comptable du 31 décembre au 31 mars.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Société	Pays	Création / Acquisition	Participation
INVENTORISTE	France	Avril 1991	Holding
IVALIS France	France	Octobre 2007	100%
IVALIS TECHNOLOGY	France	Juillet 2009	100%
IVALIS INVENTARIOS	Espagne	Mai 2005	99%
IVALIS ITALIA	Italie	Mai 2006	100%
IVALIS BELGIUM	Belgique	Mai 2007	99,89%
IVALIS POLSKA	Pologne	Mars 2010	100%
IVALIS NEDERLAND	Pays-Bas	Mars 2011	100%
IVALIS DEUTSCHLAND	Allemagne	Mai 2011	100%

Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31/03/2013, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 39 413 038 euros contre 32 830 073 euros lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 40 045 812 euros contre 33 056 861 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 476 815 euros contre 423 925 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 21 379 210 euros contre 17 743 157 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 724 937 euros contre 536 776 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 15 019 166 euros contre 10 821 578 euros lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 29 099 euros contre 103 211 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 1 519 971 euros contre 819 287 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 83 778 euros contre 74 533 euros pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 39 232 976 euros contre 30 522 467 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 812 836 euros contre 2 534 394 euros lors de l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat financier, des produits et charges exceptionnels, de l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, de l'amortissement des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 254 125 euros contre 1 160 572 euros au titre de l'exercice précédent.

Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31/03/2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 084 058 euros contre 3 846 081 euros pour l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur provisions et transferts de charges, et les autres produits d'exploitation, le montant global des produits d'exploitation s'élève à 5 228 902 euros contre 3 911 524 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises s'élève à 0 euro contre 9 548 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 726 163 euros contre 1 221 183 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 102 203 euros contre 82 006 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 538 456 euros contre 648 395 euros pour l'exercice précédent.

- L'effectif salarié moyen s'élève à 6 contre 8 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 860 986 euros contre 182 557 euros pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 1 231 euros contre 656 euros pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint globalement un total de 3 229 066 euros contre 2 144 345 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 999 836 euros contre 1 767 178 euros pour l'exercice précédent.
- Le résultat financier s'établit à 566 245 euros (34 203 euros pour l'exercice précédent), il inclut la perception de 549 335 euros de dividendes de la filiale IVALIS BELGIUM.
- Le résultat exceptionnel ressort à -1 530 156 euros (-7 963 euros pour l'exercice précédent). Ce résultat exceptionnel est lié essentiellement à la subvention d'équilibre de 923 429 euros accordée à IVALIS POLSKA et à la subvention commerciale de 570 000 euros consentie à IVALIS SRL (filiale italienne).
- Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel, de l'impôt sur les sociétés de 169 448 euros contre 605 611 euros pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31/03/2013 se solde par un bénéfice de 866 476 euros contre 1 187 807 euros pour l'exercice précédent.

Filiales et participations

IVALIS France

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 22 938 652 euros.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 172 235 euros.

Compte tenu d'un résultat financier de -1 599 euros, le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 170 636 euros.

Après prise en compte de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise d'un montant de 29 099 euros, d'un impôt sur les sociétés de 63 947 euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 77 590 euros.

IVALIS TECHNOLOGY

La société IVALIS TECHNOLOGY a dégagé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013 un chiffre d'affaires de 1 056 955 euro.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 1 029 678 euros.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 29 504 euros.

L'exercice se solde par un bénéfice net de 17 993 euros.

IVALIS BELGIUM

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 678 780 euros.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 671 527 euros.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 389 105 euros.

IVALIS ITALIA SRL

Sur la période de 15 mois du 1er janvier 2012 au 31 mars 2013, IVALIS SRL a réalisé deux exercices comptables : le premier du 1er janvier au 31 décembre 2012, le second du 1er janvier au 31 mars 2013.

Au cours de ces 15 mois, le chiffre d'affaires d'IVALIS SRL s'est élevé à 4 101 802 euros.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à -838 601 euros.

La période de 15 mois se solde par une perte de -703 570 euros. A noter que la subvention commerciale dont IVALIS SRL a bénéficié a été comptabilisée directement dans les comptes de bilan (reconstitution des capitaux propres de la société).

IVALIS INVENTARIOS

Sur la période de 15 mois du 1er janvier 2012 au 31 mars 2013, IVALIS INVENARIOS a réalisé deux exercices comptables : le premier du 1er janvier au 31 décembre 2012, le second du 1er janvier au 31 mars 2013.

Au cours de ces 15 mois, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 391 555 euros.

Le résultat d'exploitation ressort à 279 826 euros.

Le résultat de la somme des deux exercices se solde par un bénéfice de 132 563 euros.

IVALIS POLSKA

Sur la période de 15 mois du 1er janvier 2012 au 31 mars 2013, IVALIS POLSKA a réalisé un exercice comptable de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2012, et a réalisé le premier trimestre de son exercice en cours de 15 mois, du 1er janvier 2013 au 31 mars 2014.

Au cours des 15 mois entre le 1er janvier 2012 et le 31 mars 2013, IVALIS POLSKA a réalisé un chiffre d'affaires de 406 637 euros et a dégagé un bénéfice net de 135 857 euros, essentiellement du fait de la subvention d'équilibre dont elle a bénéficié de la part d'INVENTORISTE.

IVALIS DEUTSCHLAND

Sur la période de 15 mois du 1er janvier 2012 au 31 mars 2013, IVALIS DEUTSCHLAND a réalisé deux exercices comptables : le premier du 1er janvier au 31 décembre 2012, le second du 1er janvier au 31 mars 2013.

Au cours de ces 15 mois, le chiffre d'affaires s'est élevé à 728 188 euros.

Le résultat de la somme des deux exercices se solde par une perte de 907 480 euros.

IVALIS NEDERLAND

Au cours de la période de 15 mois close le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires d'IVALIS NEDERLAND s'est élevé à 682 923 euros.

Le résultat de cette période de 15 mois est un bénéfice de 64 035 euros.

Affectation des résultats

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 866 476,56 €.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice 866 476,56 €
Auquel s'ajoute :
- Le report à nouveau antérieur 6 516 568,24 €
Pour former un bénéfice distribuable de 7 383 044,80 €
En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 7 383 044,80 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 7 884 668,90 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31/12	2009	2010	2011
Montant global des dividendes	-	1 650 000,00 €	1 400 000,00 €
Dividende par action	-	1,26 €	1,07 €
Dividendes éligibles à l'abattement de 40%	-	692 108,00 €	2 453,33 €
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%	-	957 892,00 €	1 397 546,67 €

Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31/03/2013 :

- La proportion de capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élevait au 31/03/2013 à 0%.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 25 210 €.

Intégration fiscale

La charge d'impôt est comptabilisée dans les filiales comme en l'absence d'intégration.
INVENTORISTE, société mère, enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Impôt sur les sociétés :

- L'impôt sur les sociétés qui a été comptabilisé dans le cadre de l'intégration fiscale a été de 265 806 €.
- L'impôt sur les sociétés qui a été comptabilisé hors intégration fiscale a été de 192 848 €.

Activité en matière de recherche et développement

La société a continué de développer en 2012/13 son logiciel de réalisation d'inventaires à l'aide de la technologie wifi.

La société travaille également au développement de quatre autres projets : la mise en œuvre d'une nouvelle application de gestion de la relation client (CRM), la mise en place d'un progiciel de gestion intégrée (ERP), le développement d'une application de préparation des inventaires, le développement d'une application de planning hebdomadaire.

Ces différents projets répondent aux dispositions du CRC 99-03 paragraphe 1643 ; les coûts engagés durant la période de développement ont été activés, soit un total de 429 723 euros au 31 mars 2013.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le 14 juin 2013, L'INVENTORISTE SA a procédé à l'acquisition du groupe allemand SIGMA.

Créé en 1993 par Steffen HOLOCH, le groupe SIGMA Inventuren und Bestandskontrollen GmbH est le plus important prestataire indépendant de l'externalisation d'inventaires en Allemagne et en Suisse, avec une offre qui couvre la totalité de la chaîne du processus de gestion intégrée des inventaires. Sa clientèle est essentiellement constituée de sociétés de la grande distribution alimentaire et du bricolage. Fort de 250 collaborateurs permanents, le groupe compte 4 agences en Allemagne (Chemnitz, Stuttgart, Leipzig et Bamberg), 1 agence en Autriche (Brunn) et 1 agence en Suisse (Lucerne). Le groupe SIGMA a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ pour un EBITDA de 1,7 M€, avec une situation de trésorerie nette positive au 31/12/2012.

Le groupe SIGMA sera consolidé au 1er juillet 2013 dans les comptes d'INVENTORISTE SA.
Son acquisition a été financée par emprunt auprès d'OSEO et d'un pool bancaire conduit par la SOCIETE GENERALE.

La couverture géographique et le fonds de commerce de SIGMA sont complémentaires de ceux d'IVALIS Deutschland et permettront au groupe IVALIS de se positionner désormais comme n°2 du marché allemand des inventaires, n°1 en Suisse et en Autriche. Fort d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 M€, le Groupe IVALIS dans sa nouvelle configuration se positionne en tant que leader du marché en Europe occidentale.

Par ailleurs le groupe IVALIS, qui a pour ambition d'être présent en dehors de l'Europe afin d'accompagner les acteurs majeurs de la distribution, a créé en juin 2013 une filiale au Brésil (IVALIS Servicos de estoque LTDA).

Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Catégorie de fournisseur	Exercice 2012/13 Solde en €	Exercice 2011 Solde en €	Exercice 2010 Solde en €
Paie ment à réception incluant les factures non parvenues	85 509	268 592	67 041
Paie ment à 30 jours	71 327	63 433	102 603
Paie ment à 60 jours	125 322	5 695	3 540
Paie ment à 90 jours	1 098 647	16 151	1 521
Total	1 380 806	353 871	174 705

Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des 5 derniers exercices.

Conventions réglementées

Nous vous demandons, conformément à l'article L.225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisée par votre conseil d'administration. Votre commissaire aux comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

Administration et contrôle de la société

Nous vous précisons qu'aucun mandat d'administrateur ou de commissaire aux comptes n'est arrivé à expiration.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Au sein de votre société :

- EURL BARBERINE, Administrateur de la société INVENTORISTE
- SARL B&G, Administrateur de la société INVENTORISTE
- SARL Financière John Beslay, Administrateur de la société INVENTORISTE
- Monsieur Thibaud GACHET, Administrateur de la société INVENTORISTE
- Monsieur Frédéric MARCHAL, Administrateur et Président Directeur Général de la société INVENTORISTE
- Monsieur Jean-Marc SCEO, Administrateur de la société INVENTORISTE

Au sein d'autres sociétés :

- Monsieur Frédéric MARCHAL : Président d'INVENTORISTE SA
Président de la SASU IVALIS France
Président de la SAS KAMINO,
Gérant d'IVALIS Technology (France)
Gérant d'IVALIS INVENTARIOS S.L (Espagne)
Gérant d'IVALIS SRL (Italie)
Gérant d'IVALIS BELGIUM (Belgique)
Gérant de la SCI MONTROC (France)
Gérant de la SCI PLAISANCE
Gérant d'IVALIS POLSKA zoo (Pologne)
Gérant d'IVALIS DEUTSCHLAND (Allemagne)
Gérant d'IVALIS NEDERLAND (Pays-Bas)
Gérant d'IVALIS SERVICIOS DE ESTOQUE (Brésil)
- Monsieur Benjamin GILLET : Gérant de la SCI 33 route du Hahon
- Monsieur Jean-Sébastien BESLAY : Gérant de la SCA Trusteam Finance
Gérant de l'EURL Financière JOHN BESLAY
- Monsieur Jean-Marc SCEO : Président de KAMINO II
Président de G3S II
Président D'ACTOLINE III
Président de FINANCIERE DU ROULE
Gérant de DOUCHKA
Président de FINESCIA 513 701 276 SAS
Président de FINANCIERE MURILLO
Président de FINANCIERE AMATSI
Président de FINANCIERE AMATSI II
Président de FINANCIERE GPE I
Président de FINANCIERE GPE III
Président de FINANCIERE GPE IV
Président de FINANCIERE GPE V
Président de FINANCIERE GPE VI
Président de FINANCIERE GPE VII
Président de FINANCIERE GPE VIII
- Monsieur Thibaud GACHET : Membre du Comité des Actionnaires de POMME DE PAIN
Gérant du GROUPEMENT FORESTIER DUBY
Gérant de la société VOLGA CAPITAL

Actionnariat salarié

Nous vous rappelons que :

- L'alinéa 2 de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce prévoit la réunion tous les trois ans d'une assemblée générale extraordinaire pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail si, au vu du rapport présenté à l'assemblée générale par le conseil d'administration en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce, les actions détenues par les salariés de la Société et celles qui lui sont liées représentent moins de 3% du capital ;
- La Société n'est pas contrôlée au sens de l'article L. 233-16 du présent code par une société qui a mis en place, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du travail, un dispositif d'augmentation de capital dont peuvent bénéficier les salariés de la Société et que l'alinéa 2 précité est en conséquence applicable ;

- Le rapport de gestion du conseil d'administration pour le dernier exercice clos fait ressortir une participation des salariés de 0% au 31 mars 2013, inférieure au seuil légal ;
- L'assemblée générale mixte des actionnaires s'est réunie avec un ordre du jour similaire le 27 juin 2011, il y a près de trois ans ;

Modification du nom de la société

Nous vous demandons de vous prononcer sur le changement de nom de la société.
Aussi nous vous proposons de changer le nom de la société de « L'INVENTORISTE » en « IVALIS ».
Si vous décidez cette modification, il y aura lieu de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

Mise à jour de l'adresse du siège social

Nous vous demandons de vous prononcer sur la mise à jour de l'adresse du siège social de la société.
Aussi nous vous proposons de mettre à jour l'adresse du siège social de la société de "78310 MAUREPAS - 1, Rond-Point Pariwest" en "78310 MAUREPAS - 1, Rond-Point Laurent Schwartz"
Si vous décidez cette modification, il y aura lieu de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Entité consolidante

L'INVENTORISTE est une société intégrée globalement dans les comptes consolidés de la société KAMINO, au capital de 7 500 000 euros, dont le siège social est 1 Rond-Point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas.

Votre conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le conseil d'administration

26.2. Texte des résolutions

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 25 210 €.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 mars 2013 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés tels qu'ils lui ont été présentés.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve la proposition du conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 866 476,56 € de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice : 866 476,56 €
Auquel s'ajoute :
- Le report à nouveau antérieur : 6 516 568,24 €
Pour former un bénéfice distribuable de : 7 383 044,80 €
En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 7 383 044,80 €.

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

<i>Exercice clos le 31/12</i>	2009	2010	2011
Montant global des dividendes	-	1 650 000,00 €	1 400 000,00 €
Dividende par action	-	1,26 €	1,07 €
Dividendes éligibles à l'abattement de 40%	-	692 108,00 €	2 453,33 €
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%	-	957 892,00 €	1 397 546,67 €

Quatrième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conventions relevant de l'article L.225-38 dudit Code qui y est mentionné.

L'assemblée générale prend acte que les conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

Cinquième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, prend acte :

- Que les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce représentent moins de 3% du capital de la société,
- Que les actionnaires ont été consultés sur une augmentation de capital au profit des salariés de la société le 27 juin 2011,
- Que la société n'est pas contrôlée, au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, par une société qui a mis en place, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L.3344-1 du Code du travail, un dispositif d'augmentation de capital dont peuvent bénéficier les salariés de la société,

Sixième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de modifier la dénomination sociale de "L'INVENTORISTE" en "IVALIS"

En conséquence, l'assemblée modifie l'article 3 des statuts de la manière suivante :

Article 3 – Dénomination

La dénomination sociale est: « IVALIS »

Le deuxième paragraphe est inchangé.

Septième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de mettre à jour l'adresse du siège social de "1 Rond Point Pariswest – 78310 Maurepas" en "1 Rond Point Laurent Schwartz – 78310 Maurepas".

En conséquence, l'assemblée modifie l'article 4 des statuts de la manière suivante :

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : 78310 MAUREPAS - 1, Rond Point Laurent Schwartz

Le reste de l'article est inchangé.

Huitième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

INVENTORISTE S.A.

1 rond point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas - France - Tél : +33 1 30 49 22 88

www.ivalisgroup.com